BI-HEBDOMADAIRE D'INFORMATION ET D'ACTION SOCIALE PARAISSANT AU CONGO-BRAZZAVILLE

LA SEMAINE AFRICAINE

67ème année

www.lasemaineafricaine.net

N° 3913 du Mardi 10 Septembre 2019 - 67e Année - Siège Social: Bd Lyautey - Brazzaville - B.P.: 2080 -
- CONGO: 500 F. CFA - FRANCE: 1,75 Euro -Tél.: (+ 242) 06 579.39.75 - 04.105.20.77 - E-mail: lasemaineafricaine@yahoo.fr

CLIMAT

L'Afrique centrale d'une seule voix à l'ONU

(P.3)

CRISE AU CONGO

Uphrem Dave Mafoula invite le chef de l'Etat à prendre des décisions audacieuses

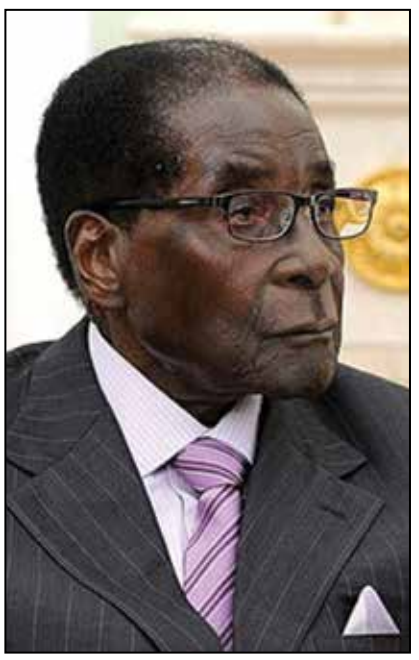
(P.3)

DIOCÈSE DE DOLISIE

Colonie de vacances pour les enfants du Centre d'accueil des mineurs de Mvoumvou de Pointe-Noire

Les enfants posant avec les encadreurs de la colonie (P.10)

ZIMBABWE



Robert Mugabe n'est plus

(P.7)

Editorial

Guy!

POINT DE VUE

Un «assassinat» au CHU: «L'électricité nous a trahis...»

(P.13)

CENTRE DE FORMATION ET D'INFORMATION SUECO

Chers Parents, chers étudiants, vous qui cherchez un cadre idéal pour les études : les inscriptions et réinscriptions sont ouvertes à Suéco pour :

- **Les Bacheliers, les filières suivantes : BTS & Licence Pro** : – Management des Ressources Humaines - Banque et Finance - Génie Logistique et Transport – Marketing et Action Commerciale – Comptabilité et Gestion des Organisations – Assistant de Direction – Réseau et Télécommunication.
  - ***Durée de la formation BTS : 20 mois + 2 mois de stage en entreprise***
  - ***Durée de la formation Licence pro : 10 mois + 2 mois de stage en entreprise***
- **Les non-bacheliers, les filières suivantes : CAP** : Pâtisserie – Hôtellerie – Cuisine – Secrétariat Bureautique.
  BP : Secrétariat Bureautique – Maintenance Informatique et Réseaux

  - ***Durée de la formation : Pâtisserie = 6 mois – Hôtellerie = 12 mois dont 2 mois de stage pratique – Cuisine = 11 mois dont 2 mois de stage en entreprise – Secrétariat Bureautique = 6 mois – Filière B.P = 9 mois***

Rentrée Académique 2019-2020 : Lundi 07 Octobre 2019

Suéco offre aussi des formations à la carte

- **Informatique (Word – Excel – Publisher – Power Point et autres logiciels à la demande)**
- **Anglais (Beginner level – Intermediate level – Advanced level)**
- **Musique (Piano – Guitare)**

Contacts : suecoeec@yahoo.fr / contact@sueco.org
Tél. (+242) 06.679.12.91 / 06.654.51.93

« Suéco, Former pour libérer l'Homme »

COMMUNIQUE NECROLOGIQUE

Le Secrétaire Général du Forum des jeunes entreprises du Congo, Président du Conseil d'Administration de la Caisse de participation à la promotion des Entreprises et à leur développement CAPPED, a la profonde douleur d'informer les amis et connaissances du décès de son responsable du Centre de gestion agréé (CGA), de Monsieur Guy-Robert AKOULI, Conseiller et Formateur des micro, petites et moyennes entreprises certifiées, CAPA.

Le décès est survenu aux premières heures du Mardi 3 septembre 2019 au CHU de Brazzaville. Le deuil se tient au n° 77 de la rue Ombélé, quartier Petit-chose, à Talangai, Brazzaville.

La date et le lieu de l'inhumation seront communiqués dans les prochains jours.

LA SEMAINE AFRICAINE

Bihebdomadaire d'information générale, d'action sociale et d'opinion, s'inspirant de la Doctrine Sociale de l'Eglise Catholique
Siège: Bd. Lyautey (en face du CHU)

Journal édité par la Commission Episcopale des Moyens de Communication Sociale.
B.P. 2080 - BRAZZAVILLE -

Président:
Mgr Miguel Angel OLAVERRI,
Evêque de Pointe-Noire
Vice-Président
Mgr Anatole MILANDOU
Archevêque de Brazzaville

Directeur de Publication / Rédacteur en chef:
Albert S. MIANZOUKOUTA
Rédacteurs en chef adjoints:

Véran Carrhol YANGA (Secrétaire de rédaction)
Tel: (242) 06.668.24.72 / 01 116 63 33
Aristide Ghislain NGOUMA
(Responsable page internationale)
Tel: (242) 05 500 77 77/ 06 610 77 77
Cyr Armel YABBAT NGO
(Responsable pages nationales)
Tel : (242) 05 500 77 68 / 06 661 98 43
Infographisme:
Atelier: La Semaine Africaine
Service Commercial:
Brazzaville:
Tél.: 06.889.98.99 / 05.528.03.94
Pointe-Noire:
Direction: Tel:05 557.02.03 / 06 985.41.79
Service commercial: 05 553 16 93 / 06 671 44 05

E-mail: lasemaineafricaine@yahoo.fr
Site Internet: lasemaineafricaine.net

DurQuap

SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET N°009 / DURQuaP /2019
REPUBLIQUE DU CONGO
PROJET DE DEVELOPPEMENT URBAIN ET DE RESTRUCTURATION DES QUARTIERS PRECAIRES (DURQuaP)

EN VUE DU RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR LA MISE EN PLACE D'UN CENTRE D'APPEL AFFECTE AU TRAITEMENT DES PLAINTES ENREGISTREES VIA LE NUMERO VERT, POUR LE COMPTE DU PROJET DE DÉVELOPPEMENT URBAIN ET DE RESTRUCTURATION DES QUARTIERS PRÉCAIRES (DURQuaP).

N° de Prêt: BIRD 8588-CG
N° de référence: CG-DURQuaP-101-SC-QC

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce prêt pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant «Mise en place d'un centre d'appel affecté au traitement des plaintes enregistrées via le numéro vert, pour le compte du projet de Développement Urbain et de Restructuration des Quartiers Précaires (DURQuaP)».

2. Les services de consultant («Services») consistent à mettre en place un «Centre d'appels», en vue d'appuyer la mise en œuvre du Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) du projet DURQuaP.

3. La Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral/Projet de Développement Urbain et de Restructuration des Quartiers Précaires (DURQuaP) invite les firmes de consultants («Consultants») admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution des Services. Les critères pour l'établissement de la liste restreinte sont: (i) qualifications pour exécuter les services pressentis (références de l'exécution de contrats analogues, attestations de bonne fin, etc.); (ii) capacités techniques et en personnel (personnel permanent); (iii) domaines d'intervention ainsi que les années d'expériences et les références des clients bénéficiaires des prestations décrites. Les firmes ne doivent pas inclure dans la manifestation d'intérêt des curriculums vitae.

4. Il est porté à l'attention des Consultants que les dispositions du paragraphe 1.9 des «Directives: Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre des Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'AID» édition de janvier 2011, révisé en juillet 2014, («Directives de Consultants»), relatives aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêts sont applicables.

5. Les Consultants peuvent s'associer avec d'autres firmes pour renforcer leurs compétences respectives en la forme d'un groupement solidaire ou d'un accord de sous-traitant.

6. Un Consultant sera choisi selon la méthode «Qualification de Consultants «QC» telle que décrite dans les Directives de Consultants.

7. Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes: du lundi au vendredi de 09 h à 14 h.

8. Les manifestations d'intérêt écrites doivent être déposées à l'adresse ci-dessous en personne, par courrier, par facsimile ou par courrier électronique au plus tard le 25 septembre 2019 à 12 h 00 (heures locales)

Secrétariat DURQuaP
A l'attention du Coordonnateur
Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral, 5ème étage Immeuble Cheick TAMBADOU (à côté de l'Hôtel King Maya); Croisement Route de la Base militaire avec le Boulevard Denis SASSOU N'GUESSO;
BP: 14 729 – Brazzaville – République du Congo.
Tél: 22 613 90 36 / (+ 242) 05 776 90 57 / 06 667 22 29
Email: cepdurquapdggt@gmail.com

Le Coordonnateur du Projet,

BATOUNGUIDIO. -

CLIMAT

L'Afrique centrale d'une seule voix à l'ONU

Sur invitation du ministre des Affaires étrangères du Gabon, pays assurant la présidence de la CEEAC, il s'est tenu à Brazzaville, le 7 septembre dernier, la réunion extraordinaire des ministres de l'Afrique centrale, pour adopter une position commune dans le cadre du Sommet de l'action sur le climat, prévu le 23 septembre prochain à New-York. L'ouverture des travaux a été présidée par le premier ministre Clément Mouamba, en présence de Mme Nanette Longa Makinda, ministre déléguée auprès du ministre des Affaires étrangères du Gabon; Mme Thérèse Chantal Mfoula, secrétaire générale adjointe de la CEEAC; M. Fortunado-Ofa Mbo Ncham, président de la BDEAC, etc.

Après la cérémonie d'ouverture

Cette rencontre a été initiée pour préparer la participation des chefs d'Etat au Sommet de l'action sur le climat, en marge de la 74e Assemblée générale des Nations Unies à New York.

L'Afrique centrale, qui abrite les forêts du Bassin du Congo, deuxième poumon vert mondial, ne saurait y aller en ordre dispersé. De façon spécifique, il était question de préparer l'avant-projet de déclaration de cette position commune et de discuter des stratégies de communication.

Le président de la BDEAC a expliqué que les efforts et ambitions consentis par son institution sont ralentis par les spécificités des ressources disponibles au plan international, notamment celles du Fonds vert pour le climat ou Fonds bleu d'adaptation climatique. *«Les conditions d'accès demeurent difficiles pour les pays et les organisations d'Afrique centrale»,* a dit Fortunado-Ofa Mbo Ncham.

Il a invité les pays de la sous-région à associer la BDEAC dans toutes leurs activités vis-à-vis du Fonds vert pour le climat et les autres mécanismes de financement climatique. *«L'Afrique centrale ne possède aucun instrument financier pour répondre aux catastrophes climatiques que nous connaissons chaque année. Nous n'avons aucun mécanisme de financement pour prévenir la survenue de ces catastrophes»*, a-t-il rappelé.

Sur la base de ce constat, Fortunado-Ofa Mbo Ncham a réitéré la candidature de son institution pour abriter les ressources financières du Fonds pour le Bassin du Congo, mais aussi toutes celles que l'Afrique centrale va mobiliser dans le cadre des économies vertes et bleues.

Il a lancé un appel à tous les pays de la CEEAC pour soutenir la candidature de la BDEAC pour que les Fonds bleus du Bassin du Congo soient logés en Afrique centrale.

Pour la secrétaire générale adjointe de la CEEAC, l'avant-projet de déclaration sur la position commune dans le cadre du Sommet de l'action sur le climat soumis à l'appréciation des ministres, devrait constituer *«un document de référence pour permettre à l'Afrique centrale de parler d'une seule voix. Cette déclaration vise à affirmer l'engagement fort de nos Etats membres dans la lutte contre les changements climatiques en lien avec le développement économique des entreprises et de la finance climatique nécessaire pour mobiliser les ressources internes et externes»,* a déclaré Thérèse Chantal Mfoula.

La ministre déléguée du Gabon, Nanette Longa Makinda, a, quant à elle, suggéré de faire de l'Afrique centrale un pilier dans la lutte contre les changements climatiques pour *«nos populations et pour l'humanité»*.

Elle a invité à une véritable mobilisation autour de la contribution commune de la sous-région pour le sommet de New York.

La ministre gabonaise a exhorté les Etats à renforcer les contributions déterminées au niveau national, afin d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.

En ouverture des travaux, le premier ministre Clément Mouamba a rappelé le contexte de cette réunion, qui doit permettre à la sous-région de parler d'une voix au sommet de New York dont l'intérêt porte sur neuf axes: finance, transition énergétique, transition industrielle et solutions fondées sur la nature. Il a insisté sur l'importance de respecter les engagements de l'Accord de Paris et réaffirmé l'engagement du Gouvernement congolais à soutenir les efforts et initiatives de la sous-région concernant ces mêmes objectifs.

Après le cérémonie d'ouverture, les ministres de la CEEAC se sont retrouvés à huis-clos dans la salle de conférences de la BDEAC. Ils ont pris acte du relevé des conclusions des travaux des experts qui s'étaient réunis le 6 septembre pour préparer l'avant-projet de déclaration sur la position commune qui, du reste, a été adoptée par les ministres. L'accent étant mis sur la forêt, source principale des émissions des gaz à effets de serre dans la majorité des Etats de la sous-région d'une part, et levier important pour concilier lutte contre les changements climatiques et développement économique d'autre part.

La BDEAC a été recommandée pour héberger les Fonds climatiques mobilisés en faveur de la sous-région; les modalités de participation au Sommet et le choix du chef d'Etat, porte-parole de la sous-région, devront être connus dans les meilleurs délais.

Les assises de New York constituent une opportunité pour la sous-région de proposer des actions concrètes destinées à concilier la lutte contre les changements climatiques et le développement économique, la création d'emplois et l'amélioration des conditions de vie des populations.

Les travaux de cette réunion ont été clôturés par le ministre Jean-Claude Gakosso. Pour lui, le choix d'aller unis à New York procède de l'engagement commun des Etats de l'Afrique centrale de créer des synergies dans l'action en ce qui concerne les questions environnementales. *«L'Afrique a toujours été mieux comprise, lorsqu'elle parle d'une seule voix»*, a souligné le ministre.

Cyr Armel YABBAT-NGO

Editorial

Guy !

Les drames liés à l'électricité ne se comptent plus dans les grandes villes du Congo. Elles revêtent toujours pour nous, dans la presse, le caractère d'une insupportable liste d'anecdotes désincarnées. Sauf cette semaine, avec la mort de Guy-Robert Akouli. Cadre de la CAPPED, organisme financier proche de l'Eglise et avec lequel nous avons un partenariat presque de filiation, Guy, comme nous l'appelions, était l'incarnation même de la pondération et de l'efficacité silencieuse qui caractérisent tout cadre pétri d'humanisme chrétien.

Au début de cette année, il a été chargé de mener pour nous un audit pour voir les errements de gestion, les décisions hasardeuses, un passé d'insouciances, parfois, qui expliquent la difficulté à boucler les fins de mois, ou à faire face aux obligations fiscales ou sociales, et en sortir. Son rapport circonstancié, concis, précis et sans complaisance comme doivent l'être les rapports utiles, faisait l'objet d'une analyse d'ensemble. Et chaque fois que nous le sollicitions, que nous demandions ou fournissions des précisions, il accourait, son laptop à la main, son sérieux bien disposé.

Une première fois, ce travail avait été interrompu. Pour raisons de santé. Notamment cette tension artérielle qui savait lui jouer des tours dont nos médecins savaient pourtant le soulager. Avec forces recommandations dont beaucoup insistant sur le repos. Le bosseur qu'il était savait se faire violence, et ne pas trop s'étendre sur ses malheurs. En plein travail, il savait adopter une de ses postures préférées qui ramènent à l'essentiel quand l'assemblée semble se perdre en digressions et pinailler sur les virgules et les points. Il savait aller à l'essentiel des choses.

L'adage de chez nous annonce et dénonce: *«Tout mort est beau»* ! C'est vrai: l'hypocrisie de rigueur voudrait dépeindre tout décédé aux couleurs des meilleures vertus. Et ne voir en lui (en elle) que la façade pimpante et ripolinée d'un Nobel de la paix, d'un stakhanoviste du labeur, d'un sage à la discipline chevillée au corps. Guy n'était peut-être pas tout cela, mais il n'était certainement pas celui que l'insouciance et la légèreté des autres devaient terrasser. Parce qu'il était correct avec la vie et avec le travail, on n'aurait pas pu imaginer plus absurde raison de mort que l'insouciance (Voir article de Paul Dah, en page 15).

La vie nous échappe de mille manières. Elle n'est pas nôtre; il n'est pas sûr qu'avec un hôpital plus performant et rutilant de technologues avancées, nous eussions réussi à sauver toutes les vies en hospitalisation. Il n'est pas davantage sûr que la conscience médicale ne commence qu'avec le bistouri bien effilé et bien désinfecté. Une saine gestion de nos structures de santé doit aussi faire le compte avec le détail de la vie au menu: du fonctionnement du circuit électrique ou des générateurs d'appoint; de l'oxygène dans les couveuses; de la salubrité dans l'hôpital et autour; des garde-malades abrités ailleurs que sous un arbre ou sur une natte, dehors; à l'absence de tout racket…

Et si, en plus, on pouvait y rencontrer un peu de cette conscience professionnelle, denrée rare de nos jours, nous n'en serions pas à conter plus les manquements mortels que les guérisons *«miraculeuses»*. Or, tout le temps, c'est Sisyphe qui roule son boulet au pied de la montagne. Une restauration coûteuse, mais un laisser-aller mortel aussi; ou un volet non fermé, une valve non ouverte, une intraveineuse prise pour une intramusculaire… Les scandales au CHU, on ne les compte plus. Nous les oublions souvent, parce que dans la masse des agents, il en est qui veulent bien faire. Sans doute.

Mais Guy est mort de n'avoir pas rencontré la chaîne des vertus et des consciences fonctionnant du début à la fin. Sur son dernier parcours de vie, il aurait pourtant suffi de si peu: de quinze minutes d'électricité seulement!

Albert S. MIANZOUKOUTA

CRISE AU CONGO

Uphrem Dave Mafoula invite le chef de l'Etat à prendre des décisions audacieuses

Le président du Parti Les Souverainistes, Uphrem Dave Mafoula, a animé une conférence de presse le vendredi 6 septembre 2019 dans la salle de Louis Badila de La Semaine Africaine, sous le thème: «Sortir le Congo de son chaos par la verticalité de l'action politique». «Au moment où notre pays traverse les pires turbulences de son histoire, l'intérêt supérieur de notre pays, la nécessité de préserver par-dessus tout ses populations d'un drame-programme, nous emmènent à nous adresser aux Congolais: majorité et opposition, société civile, croyants et athées», a-t-il dit pour justifier sa conférence de presse. «Depuis plusieurs mois, nous avons volontairement observé un devoir de silence. Les événements récents nous obligent à prendre la parole».

Uphrem Dave Mafoula

Comme à son habitude, Uphrem Dave Mafoula a attaqué, bille en tête. *«Nous voyons un pays profondément défait; un pays accablé par des dettes; un pays plongé dans une crise; un pays rongé par le chômage des jeunes, la colère des étudiants, le courroux des retraités. Nous voyons surtout un exécutif et sa majorité effrayés à l'idée de changer les méthodes de gouvernance»*. Paraphrasant Aimé Césaire, il a affirmé qu'*«un Etat qui s'avère incapable de résoudre les problèmes que suscite son fonctionnement est un Etat décadent; Un Etat qui choisit de fermer les yeux à ses problèmes les plus cruciaux est un Etat atteint; Un Etat qui ruse avec ses principes et valeurs est un Etat moribond»*.

Pour lui, le Congo se trouve dans l'incapacité de résoudre ses problèmes par lui-même. *«Ceux qui conduisent à sa destinée se voient obligés de brader le peu de dignité qui nous reste, la souveraineté de tout un peuple auprès des Institutions de Brettons Woods, en l'occurrence le Fonds monétaire internationale, en signant un accord dont le peuple ne connaît ni les tenants ni les aboutissants mais un accord pour lequel le Congolais doit se serrer la ceinture»,* a déclaré Uphrem Dave Mafoula.

Pire, *«la dissimulation par le Gouvernement des 48 mesures du FMI relatives à ces crédits est un acte de mépris et peut-être considérée comme une duperie de plus. En effet, un pays qui brandissait, comme un trophée, une croissance du PIB de 10% en 2012, ne devrait pas se retrouver à faire la manche pour assurer ses finances en 2019. En l'espace de sept ans, le budget du Congo a été multiplié par trois; passant de 1300 milliards de F.CFA en 2007 à 4000 milliards de F.CFA en 2014»,* a-t-il indiqué, s'interrogeant sur la gestion de cette manne.

Pour le président du Parti Les Souverainistes, plus de doute: *«Non seulement le Congo disposait des moyens nécessaires, mais il en dispose jusqu'à ce jour, pour se relancer dignement sans l'apport extérieur»*.

Uphrem Dave Mafoula pense que la conception du chef de l'Etat sur la lutte contre les antivaleurs est la clé. A condition, selon lui, qu'elle devienne un processus politique et juridique irréversible. *«Il suffit de peu, d'une réelle volonté politique et d'une véritable liberté de la justice pour mener des actions rétroactives en vue d'identifier les responsables du chaos congolais»*, a-t-il affirmé.

Il s'est par ailleurs dit catastrophé par l'annonce de la découverte du pétrole à Loukoléla faite par le chef de l'Etat dans son discours du 14 août dernier. *«Les Congolais attendaient avec impatience un signal fort, une nouvelle direction, pour résoudre les problèmes socio-économiques les plus préoccupants. En tant que fils de Loukoléla et candidat à la dernière élection législative; j'ai sillonné la contrée. Il y a une inquiétude sourde, un questionnement sans réponse des populations de Loukoléla relative à cette question du pétrole. Nous craignons pour notre eau, pour nos activités de pêche, de chasse, d'agriculture et surtout pour nos enfants»*.

Plus ahurissant, selon lui, sont les réactions des anciens collaborateurs du président de la République devenus opposants. *«M. Mathias Dzon qui fustige la gestion familiale et la mauvaise gouvernance, cherche les responsables de la banqueroute; Mme Munari, qui affectionne la stagnation politique avec la Constitution du 20 janvier 2002, cherche elle aussi la vérité et les responsables du désastre. Nous nous demandons, s'ils sont devenus tous deux amnésiques! Mais le peuple n'a pas oublié qui ils sont et le poids de la responsabilité du chaos congolais qui pèse sur leurs consciences en tant qu'anciens ministres du pouvoir en place»,* a-t-il expliqué.

Il s'en est pris également au chef de file de l'opposition congolaise. *«Il est important qu'il se rappelle son passif politique peu glorieux. Pire encore, le rôle actuel qui est le sien fait de lui un complice des dérives du pouvoir. Il apparaît clairement que son appel à la libération des prisonniers politiques avant 2021 relève de la pure hypocrisie et d'un honteux calcul électoraliste. Car, nous avons encore ce souvenir amère de son silence complice lors des différentes arrestations, notamment celle des deux candidats à la présidentielle de 2016: Jean Marie Michel Mokoko et André Okombi Salissa»*.

Il a estimé qu'il est plus périlleux de tenter de solutionner les difficultés

(Suite en page 5)

DROITS DE L'HOMME

Agents de la Force publique et magistrats formés par des instructeurs du FBI

Une formation de policiers, gendarmes et magistrats aux droits de l'homme, a pris fin vendredi dernier à l'école de la gendarmerie nationale de Bifouiti (1er arrondissement, Makélékélé), à Brazzaville.

Entamée le 2 septembre, la formation a été assurée par des instructeurs du FBI (Federal bureau of investigations), la police fédérale américaine. Elle a porté sur la manière de conduire des «entretiens» de justice. En clair, un interrogatoire, *«sans piétiner les droits du justiciable»*, comme l'a rappelé le Commandant de la Gendarmerie, le général Paul Victor Moigny. Pendant une semaine, policiers, gendarmes et magistrats se sont ré-imprégnés des règles qui conduisent à la manifestation de la vérité de justice, lieu, on le sait, de toutes les dérives dans les centres de détention du monde. On y entend plus *«tortures», «aveux arrachés sous la contrainte »* et autres *« interrogatoires musclés »*, que du respect d'un suspect. Or les droits de l'homme s'attachent aussi à toutes les personnes, même quand elles ont été reconnues coupables de délits ou crimes.

L'Ambassadeur des Etats-Unis au Congo, Tedd Haskel, s'est réjoui de la volonté du Congo de se donner les moyens de faire prévaloir le sens du droit humain dans les réalités sociales les plus diverses. Et le gouvernement des Etats-Unis est disposé à accompagner cet état d'esprit.

Policiers, gendarmes et magistrats, a-t-il dit, *«jouent un rôle important dans nos vies, et nos sociétés»* . La disponibilité du gouvernement américain pour apporter son aide dans ce cheminement est acquise. Déjà, au début de cette année, l'ambassade américaine a aidé à l'organisation d'un séminaire contre la traite des êtres humains, *«forme moderne de l'esclavage»,* a souligné M. Haskell.

«Je voudrais féliciter le gouvernement du Congo d'avoir adopté, cette année, une législation rendant la traite des personnes punissable par la loi. Mon gouvernement reste prêt à soutenir le gouvernement congolais dans ces efforts et cette formation était juste un exemple de notre appui. Notamment, dans sa volonté d'initier des enquêtes, poursuites judiciaires et la condamnation des trafiquants d'êtres humains », a dit l'ambassadeur.

La photo de famille, avec l'ambassadeur Haskell serrant la main du général Moigny

Et il a poursuivi : *«Ce sont vos efforts quotidiens qui renforceront nos relations bilatérales et diplomatiques entre nos deux beaux pays»*.

Clôturant la cérémonie, le Commandant en chef de la Gendarmerie a dit la reconnaissance du Congo aux partenaires américains pour venir en aide aux policiers, gendarmes et magistrats congolais. Ce geste s'ajoute à des gestes précédents, notamment dans la cadre de la gestion de scènes de crimes. *«Le Congo respecte les droits fondamentaux et a souscrit aux différents traités souscrits pour une tolérance zéro de la violation des droits de l'homme. Au fur et à mesure se consolide l'état de droit dans notre pays ».*

La République du Congo est un pays e partie sur laquelle on peut compter».

Il a recommandé aux participants à la formation à se distinguer dans le travail de tous les jours, par le professionnalisme, *« et sans piétiner les droits des personnes que vous interrogez ».*

Une photo de famille et un pot d'amitié ont clos la cérémonie après la remise des diplômes aux 32 participants.

A.S. MIANZOUKOUTA et Ph.-M. IKANDO (Stagiaire)

EMPLOI

Joseph Akondzo Nguiambo a dévoilé le plan d'action stratégique 2019-2020 de la DGT

Le directeur général du Travail, Joseph Akondzo Nguiambo, a rencontré le 5 septembre 2019 les cadres et agents de la direction départementale du Travail du Kouilou et de Pointe-Noire, pour présenter et recueillir leurs contributions autour de la vision du plan d'actions stratégiques de la direction générale du Travail (DGT). Messieurs Martial Antheime Tsoumou et Apollinaire Mampassi, respectivement directeur des relations professionnelles à la DGT et directeur départemental du travail au Kouilou et Pointe-Noire ont collaboré à l'animation de cette rencontre.

Après Brazzaville où il a réuni ses collaborateurs de la capitale et du département du Pool, le directeur général du Travail a poursuivi sa série de rencontres à Pointe-Noire, où il a présenté sa vision (l'idéal de ce que devrait être la DGT), ses missions ainsi que la stratégie d'actions de la DGT sur les trois prochaines années. Une étape importante d'autant plus que Pointe-Noire concentre l'essentiel du secteur privé qui, très souvent, consulte les services de la direction départementale du Travail.

De manière très didactique, à l'aide d'une projection power point, Joseph Akondzo Nguiambo a présenté aux inspecteurs du Travail et autres cadres et agents, une analyse documentée de l'environnement de la DGT. Cette analyse prend en compte les forces et faiblesses, les opportunités, ainsi que les menaces qui pourraient se présenter. Et au-delà, les défis auxquels la DGT doit faire face. C'est à partir de cette analyse qu'un Plan opérationnel 2019-2020 a été élaboré et proposé.

«Notre vison c'est offrir à nos usagers un service public aux meilleurs standards de qualité, ouvert à l'innovation et aux transformations technologiques. Notre mission, c'est de servir d'organe technique en matière de travail, dans les règles de l'art, le respect de l'éthique et la déontologie», a déclaré le directeur général du travail.

Ce projet de plan se résume en trois principaux thèmes ou axes, contenant chacun neuf objectifs dit stratégiques. Le premier axe concerne la maison DGT elle-même. Il consiste à transformer la gouvernance de la direction générale du Travail. C'est-à-dire introduire la planification stratégique au cœur du management du travail, renforcer les processus clefs du travail et ensuite développer l'efficacité organisationnelle de la DGT.

Le deuxième axe est relatif à recréer l'offre de service public. Avec comme objectifs de développer une nouvelle offre de service public de qualité, promouvoir un rôle proactif pour l'inspection du travail, et développer une démarche d'accompagnement pour les entreprises et les travailleurs.

Et enfin, le troisième axe est consacré au développement du capital humain. C'est-à-dire permettre aux personnels (inspecteurs et autres agents) d'appendre ou de parfaire leurs connaissances tout au long de leur carrière, de bâtir une culture capable de soutenir la nouvelle vision et aussi, construire une démarche de gestion prévisionnelle des ressources humaines pour la DGT

Mais en attendant de recueillir les contributions de toutes les directions départementales du Travail, plusieurs chantiers sont déjà ouverts. Martial Tsoumou, directeur des relations professionnelles, en a révélé quelques-uns. Il s'agit notamment d'assurer la production régulière des statistiques, de déployer un cadre promotionnel de la sécurité, la santé au travail (prévention des risques), etc. Un conclave des inspecteurs du Travail sera organisé pour réfléchir sur les pratiques sur le terrain et aussi harmoniser la manière de traiter les dossiers.

De gauche à droite Appolinaire Mampassi, Joseph Akondzo Nguiambo et Martial Tsoumou

Les participants

Intervenant au nom de ses administrés, Apollinaire Mampassi, directeur départemental, a exprimé sa satisfaction: *«C'est une initiative à louer parce que, par le passé tout était décidé à Brazzaville. Le DGT a pensé nous associer à l'élaboration de ce plan stratégique qui va permettre désormais de gérer la DGT avec des objectifs à atteindre. Nous n'avons pas seulement que le rôle de règlement des litiges, mais aussi d'accompagnement des entreprises, et aussi celui de conseil au profit chefs d'entreprise, des employés et des syndicats d'entreprise. Les missions sont définies mais il faut aussi les moyens pour les atteindre. Nous allons prendre le temps de l'examiner en profondeur avec l'ensemble de mes collaborateurs, afin de transmettre à la DGT notre contribution»,* a-t-il dit.

Jean BANZOUZI MALONGA

DISTINCTIONS UNIVERSITAIRES

Trois fils d'Abala promus au grade académique supérieur du CAMES

Une réception a été offerte samedi 7 septembre dernier à Brazzaville, à trois fils d'Abala, département des Plateaux, promus au grade académique supérieur lors de la 41e session du Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES), tenue à Bangui, en République Centrafricaine. Il s'agit du professeur Deby-Ngassaï, élevé au grade de professeur titulaire; Didier Ngalebaye, au grade de maître de conférences, et de l'Abbé Armand Brice Ibombo, au grade de maitre-assistant.

Ces trois lauréats ont eu droit aux honneurs des intellectuels, cadres, filles et fils d'Abala. A cette cérémonie on a noté la présence de quelques figures de la contrée telles que: le sénateur Gabriel Oba-Apounou, le député Joseph Mbossa, le ministre Léon Juste Ibombo, l'administrateur-maire de la communauté urbaine d'Abala, André Ondongo; le président de la Mutuelle Abala uni et solidaire, Narcisse Ngoulou, et bien d'autres.

«Nous les recevons pour avoir fait honneur à eux-mêmes d'abord, à nous, à l'ensemble du district d'Abala, et enfin au pays tout entier. Ces trois lauréats nous ont fait honneur parce qu'ils nous font comprendre ce que disait Dantons: *«Après les besoins physiologiques, l'instruction est le premier besoin de l'homme»,* a déclaré le docteur Ossebi Akondjo, maître de cérémonie.

Outre le repas partagé ensemble, il y a un fait important à signaler: l'esprit d'unité et de solidarité qui a régné tout au long de la cérémonie. Les ennemis politiques d'hier se sont donnés des accolades. Cela augure une ère nouvelle pour le vieux district d'Abala qui n'a que trop souffert de ces divisions.

Ce geste n'a pas laissé indifférent les lauréats. Didier Ngalebay a appelé les jeunes du district d'Abala en particulier et ceux du Congo en général à travailler davantage. Car, a-t-il indiqué, leur élévation ne constitue que l'exemple pour les générations futures. *«Le premier message, c'est à l'endroit des jeunes qui croient que si les conditions de vie sont difficiles qu'on ne peut pas étudier, c'est une erreur. Nous sommes nés à Abala, on a grandi là, on a tout fait là. Donc, le premier message, c'est celui-là, c'est parce qu'il y a des difficultés qu'il faut étudier pour que la réussite scolaire académique soit la solution aux difficultés d'aujourd'hui. Si vous vous laissez avaler par les difficultés d'aujourd'hui, la vie sera pareille. Notre promotion n'est pas utile pour nous-mêmes, si elle ne peut pas les interpeler pour dire que nos aînés qui ont vécu dans les mêmes conditions ont poussé leur effort le plus possible. C'est ce message-là, qu'ils aillent à l'école, qu'ils étudient. C'est pour ça que j'ai dit que nous ne sommes pas les cadres, nous ne pouvons l'être, si nous sommes disposés à rendre ce que nous avons reçu et si en face nous trouvons des jeunes qui veulent apprendre»*, a-t-il dit.

Le sénateur Gabriel Oba-Apounou, l'un des doyens de la contrée, a saisi cette opportunité pour exhorter les filles et fils d'Abala à garder cet élan de cœur par l'unité et le développement du district.

A noter que la mutuelle Abala uni et solidaire est une association d'entraide et de développement dont l'objectif est de consolider l'unité et la solidarité des filles et fils d'Abala. Elle a été créée en 2008.

Pascal AZAD DOKO

POOL ÉNERGÉTIQUE D'AFRIQUE CENTRALE (PEAC)

Pour la mise en oeuvre de la politique énergétique régionale d'Afrique Centrale

L'Union européenne s'engage aux côtés du Pool énergétique d'Afrique centrale pour le développement du marché régional de l'électricité des pays membres de la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale.

Les pays membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) et leurs sociétés d'électricité ont convenu en 2003 de la création du Pool Energétique d'Afrique centrale (PEAC) afin d'apporter une réponse institutionnelle appropriée pour la promotion de la coopération en matière d'énergie, l'édification d'un espace énergétique intégré et le relèvement du défi de l'intégration économique régionale.

La vision à long terme du PEAC est de valoriser l'énorme potentiel hydroélectrique de l'Afrique Centrale, qui représente 60% de l'ensemble du potentiel du continent, et de mettre en place l'infrastructure de transport d'électricité qui permettra d'acheminer l'énergie produite vers l'ensemble des pays de la CEEAC et au-delà. Le PEAC entend créer à l'horizon 2025 un marché de libres échanges d'énergie à travers des réseaux électriques interconnectés pour, in fine, accroître l'accès des populations à une énergie fiable, bon marché et respectueuse de l'environnement.

Pour la mise en oeuvre efficiente de son mandat de grande envergure, le PEAC bénéficie de l'appui constant de l'Union Européenne, notamment à travers des Missions d'Assistance Technique (MAT) financées depuis 2009 dans le cadre du Fonds européen de développement (MAT1 de 2009 à 2012, MAT2 de 2014 à 2015 et MAT3 de 2018 à 2022).

Le programme d'assistance technique MAT3 est consacré au renforcement des capacités du PEAC et à l'accélération de la mise en place du marché régional de l'électricité. Il est financé par le 11ème Fonds européen de développement à hauteur de 3.5 millions Euros.

Ce programme, exécuté par un consortium dirigé par SOFRECO et qui se déroule sur une période de 48 mois (de novembre 2018 à novembre 2022), cible quatre objectifs prioritaires :

- le développement harmonieux des projets d'infrastructures régionales (Projets Intégrateurs Prioritaires & Projets Prioritaires d'Electrification Transfrontalière);
- l'harmonisation, l'adoption et l'opérationnalisation des outils juridiques et techniques nécessaires à un fonctionnement fiable des systèmes interconnectés au sein de l'espace composé des pays membres du PEAC ;
- le développement du système d'information énergétique du PEAC pour préparer la bonne gouvernance, le développement transparent et l'amélioration de la qualité de service des opérateurs du marché régional de l'électricité ;
- l'autonomisation financière du PEAC qui est l'instrument privilégié de supervision et de facilitation du développement du marché régional de l'électricité.

Dans le cadre de la présente mission d'assistance technique, deux ateliers sont organisés du 10 au 12 septembre 2019 à Brazzaville, en République du Congo. Il s'agit de l'atelier sur le système d'Information énergétique et l'atelier de Communication-visibilité.

SANTE

Le Dr Pierre Mpélé parle des questions de financement des politiques de santé publique et sur l'issue de la lutte contre le Sida

L'entretien a été réalisé par deux confrères du journal «d'Œil d'Afrique», dans la rubrique politique et société.

**En votre qualité d'ancien fonctionnaire international de l'OMS, quel regard pouvez-vous faire sur les politiques de santé publique en Afrique en général et dans votre pays le Congo en particulier?*

**J'ai été responsable de l'ONUSIDA pour les 25 pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, représentant résident de l'Organisation mondiale de la santé en Guinée Équatoriale, au Togo, en Ethiopie et au Bénin. J'ai parcouru l'Afrique dans ma quête de donner les réponses les mieux adaptées à la lutte contre le Sida et pour la santé en Afrique. J'ai donc une certaine connaissance des politiques de santé publique mises en œuvre sur le continent. J'ai toujours analysé les succès et les échecs et aussi compris l'impact de la crise de leadership sur la santé en Afrique. Nous sommes à dix ans d'atteindre les 17 Objectifs du Développement Durable et notamment l'Objectif N°3 lié à l'accès à la santé et en finir entre autres avec le Sida, la Tuberculose et le Paludisme, à l'horizon 2030. C'est un grand défi pour les pays africains dont la plupart n'ont pas atteint les Objectifs du Millénaire pour le Développement de 2000 à 2015. Les résultats obtenus ont montré des progrès mitigés d'un pays africain à l'autre, mais aussi à l'intérieur de chaque pays. En Afrique sub-saharienne, quelques pays comme le Rwanda, le Cap Vert, le Botswana et l'Ethiopie ont renforcé leurs systèmes de santé, ce qui a engendré des progrès considérables pour donner un accès aux services de santé au plus grand nombre. C'est le fruit d'une vision claire, de politiques volontaristes et d'un leadership affirmé pour la santé comme base de développement. Le reste des pays africains n'a pas accordé que peu de priorité à la santé de ses populations et n'a pas été en mesure de concevoir, de planifier, de financer, de fixer des objectifs clairs et d'exécuter des programmes cohérents pour la santé des populations. Au Congo, mon pays, malgré des moyens financiers très importants mis en place pour la santé au cours de la dernière décennie, les résultats ne sont pas à la hauteur des espérances parce que les principaux acteurs ont manqué de vision stratégique et attendaient le plus souvent que toute initiative vienne du président de la République. Au Congo, il faut repenser notre politique de santé qui aujourd'hui se concentre sur la pointe de la pyramide d'un système de santé fragile, et non sur sa base afin que le plus grand nombre de Congolais ait accès à des soins de santé primaires, promotionnels et à des programmes de prévention et d'éducation pour la santé. La maladie doit devenir l'exception. Je crois humblement que tout peut être remis en marche avec des femmes et des hommes compétents, expérimentés, capables de penser et d'agir avant tout pour l'accès des plus faible à une santé de qualité dans une perspective de couverture sanitaire vraiment universelle. Comment les pouvoirs publics devraient-ils orienter les financements dans le secteur sanitaire afin de faire face aux questions de santé publique? Il faudrait rationaliser les moyens financiers, humains et matériels. Comprendre que les équipements modernes seuls, l'accès des grands hôpitaux *«éléphants blancs»,* construits à coup de millions de dollars ne font pas la santé. Des moyens financiers doivent être accordés à la formation d'une élite médicale qui à tous les niveaux soit capable d'offrir des soins de santé de qualité. Chaque pays doit donc mettre en place une stratégie nationale pour le financement de la santé parce que nous savons depuis plus d'une décennie que les pays caractérisés par des niveaux de dépenses de santé identiques obtiennent des résultats sanitaires, nettement différents du fait de la qualité des choix dans les investissements et les décisions politiques prises. Le financement de la santé est une question fondamentale pour les pays africains. Une question qui doit être bien pensée. Les populations continuent de se ruiner à se soigner et donc de s'appauvrir davantage. L 'investissement dans la santé de façon judicieuse, associée à la lutte contre la corruption, «une priorité», peut aider les pays africains à se rapprocher d'une couverture universelle sans pour autant augmenter les dépenses. Ainsi, la lutte contre la corruption prend tout son sens. Les financements destinés à la santé doivent impérativement être bien gérés parce que la santé est ce que nous avons de plus cher. Le rapport de l'OMS sur la santé dans le monde en 2010 et consacré au financement des systèmes de santé reste d'actualité. Il peut guider les pas des pays qui veulent s'engager pour la Couverture Sanitaire Universelle, un objectif ambitieux mais réalisable.

**Vous êtes aujourd'hui coordonnateur Afrique de Mercy Ships, une organisation humanitaire. Pouvez-vous brièvement nous parler des activités de cet organisme sur le continent notamment son approche d'appui sanitaire?*

**Mercy Ships est une organisation non-gouvernementale internationale et humanitaire exceptionnelle qui apporte grâce à son navire hôpital *«Africa Mercy»* le plus grand bateau hôpital civil du monde, soins et espoir aux populations africaines les plus pauvres en leur donnant un accès gratuit aux chirurgies les plus complexes et onéreuses. A Conakry en Guinée aujourd'hui, demain à Dakar au Sénégal, puis à Monrovia au Liberia, Freetown en Sierra Leone et à Antananarivo à Madagascar, le bateau de l'espoir referme très souvent des cicatrices pour une nouvelle naissance, une nouvelle vie. Je me suis engagé avec Mercy Ships parce que ce bateau hôpital qui vogue de port en port à travers l'Afrique est au service de l'Humanité. Le Professeur Marc Gentilini *«mon maître»,* président honoraire de l'académie de médecine de France, m'a dit *«pas de repos pour les assoiffés de justice, tant est stressant l'appel des «sans voix» et fragile la paix. La vraie paix, celle des cœurs sans laquelle l'accès à la santé devient inaccessible».* Mercy Ships accueille dans les prochains mois un deuxième bateau hôpital *«Global Mercy»* pour mieux servir les Africains. Je continue néanmoins mon plaidoyer pour des décisions politiques efficaces pour finir avec le Sida à l'horizon 2030 en Afrique.

Dr Pierre Mpélé

**Votre regard et votre approche sur la sortie de la crise économique au Congo?*

**Il n'y a pas qu'une crise économique au Congo, il y a une crise de confiance entre les uns et les autres, une crise de fraternité, une crise de solidarité entre ceux qui ont et ceux qui survivent chaque jour, une crise d'appartenir à une même *«Nation»,* une crise spirituelle dans la foi en l'Homme, en la République et en Dieu. Nous devons avant tout, ensemble, œuvrer à combler le fossé qui s'agrandit chaque jour entre nous, par le respect de la dignité de l'autre. Une crise économique est un moment de retournement d'un cycle économique, presque toujours temporel même si cela peut entraîner des conséquences dramatiques sur l'Homme et la Société. Regardons ensemble dans la même direction, mettons ensemble nos énergies et investissons tous ensemble à résoudre tant de maux qui minent notre société et nous trouverons les moyens de relever tous les dés y compris la crise économique afin de vivre ensemble dans un pays où il fait ou peut faire bon vivre pour chacun et pour tous.

**Nous ne saurons terminer cette interview sans vous interroger sur le processus politique en cours dans votre pays en tant que cadre et ancien fonctionnaire international. De plus en plus, on parle de la tenue d'un dialogue pour réfléchir sur les maux qui minent le Congo depuis la fin de la conférence nationale. Quelle est votre lecture sur ce sujet du dialogue et quel approche préconiserez-vous si jamais vous êtes consulter à donner un avis citoyen?*

**Si vous demandez l'avis d'un simple citoyen et vous dites dialogue? Je réponds avec beaucoup d'humilité: le dernier dialogue s'est tenu à Sibiti en 2015 et pour quels résultats cinq ans après? Depuis la conférence nationale souveraine en 1991, ce sont quasiment les mêmes qui sont toujours autour de la table, ce sont quasiment les mêmes qui gouvernent à tous les niveaux, ce sont quasiment les mêmes qui sont dans les institutions de la République…

Nous pouvons cette fois-ci innover et pour une fois, écouter les populations, «les sans voix» qui ont sûrement quelque chose à dire, clamer leurs doléances et proposer des solutions. Écoutions-les parce qu'elles représentent la majorité. Nous pouvons nous inspirer du récent «grand débat français» en l'adaptant à notre contexte sociologique, culturel et politique. Nous pouvons le faire à condition de parler vérité, de marcher ensemble avec amour et pardon.

Propos recueillis par
Roger Musandji
&
Rodrigue Fénelon Massala

(Suite de la page 3)

actuelles des Congolais par les recettes anciennes, *«par la diversion ou par des simples communications politiques. Les choses sont bien plus délicates; les beaux discours ne suffisent plus, les Congolais attendent des actes. Ils sont impatients et de plus en plus exigeants»,* a-t-il souligné.

Uphrem Dave Mafoula demande au chef de l'Etat de prendre des décisions audacieuses, qui *«éventuellement vont frustrer le cercle, le clan ou le parti, mais qui sont nécessaires pour ramener de l'ordre afin de redresser la pente de déséquilibre sur laquelle le Congo et les Congolais se retrouvent aujourd'hui».*

A ce titre, le président du parti Les Souverainistes propose la verticalité de l'action politique pour la réhabilitation de la puissance publique, la maîtrise de la dépense publique, la performance à moindre coût et la rationalisation budgétaire. *«L'on ne peut espérer relancer une économie sous perfusion comme la nôtre, sans opérer un certain nombre de restrictions dans les dépenses étatiques. Jusqu'à quand les gouvernants seront-ils au lait et au miel et le peuple aux criquets? La verticalité de l'action politique dont il est question est le remède dont le Congo a besoin, mais surtout une exigence qui se fonde en même temps sur la réduction du train de vie de l'Etat, notamment la revue au rabais du salaire du chef de l'Etat; la réduction du nombre des ministres à 18 au lieu de 35, en opérant une fusion de certains départements ministériels; une baisse de 40% des émoluments des membres du Gouvernement; la suppression de tous les Conseils consultatifs nationaux récemment créés; la suppression du Sénat dont le budget annuel s'élève à plus de 11 milliards de F.CFA, ce qui représente un véritable gouffre financier alors que le Sénat n'a pour activité que de corroborer les décisions prises par la Chambre basse»,* a-t-il estimé.

Conscient du fait qu'il y a des moments, dans la vie d'un pays, où tous les enfants d'une même nation doivent transcender leurs clivages, placer la patrie au-dessus des intérêts particuliers, ethniques et cliniques, Uphrem Dave Mafoula a appelé les acteurs politiques à mettre de côté les *«petits calculs politiciens pour se rassembler autour de l'idéal commun, le ciment qui instaure la nation. Revoir la situation de tous les prisonniers politiques, les ramener en hommes libres et au tour de la table de négociation serait un signal fort que donnerait le Gouvernement dans sa volonté de résoudre les problèmes des Congolais entre Congolais. Il est regrettable de constater que 59 ans après l'indépendance, nous ne sommes pas toujours à la hauteur des problèmes politiques internes. L'illustration donnée par l'attitude du ministre français des Affaires étrangères vis-à-vis du président de la République nous renvoie à notre propre incapacité à régler les problèmes de façon souveraine. La solution la plus adéquate pour sortir notre pays de sa crise multidimensionnelle, est celle de rationaliser nos efforts, dépasser nos frontières, rassembler les Congolais»,* a dit le président des Souverainistes qui a appelé le chef de l'Etat à rassembler toutes les forces vives de la nation autour d'une table pour réfléchir profondément sur les questions qui minent le pays.

Cyr Armel YABBAT-NGO

Coup d'oeil en biais

Les marchés de Brazzaville s'étendent infiniment

L'ensemble des grands marchés de la capitale ne fait que s'étendre sans limite. Pour exemple, les marchés Total de Bacongo, de Moungali, de Ouenzé et de Talangaï occupent des zones non appropriées à des activités commerciales. Les vendeurs obstruent la plupart des avenues et rues qui bordent et traversent ces marchés. La présence du surnombre des vendeurs suffoque les habitants vivant autour des marchés. L'administration municipale peine à suivre.

Le PCT se prépare à tenir son 5e congrès ordinaire

A la faveur d'une assemblée générale de la fédération du Parti congolais du travail de Brazzaville, le 6 septembre dernier, la direction de cette formation politique a fait le bilan de la cotisation spéciale lancée pour préparer les assises du 5e congrès ordinaire prévues d'ici la fin de cette année. La tenue de ce congrès glisse de date en date depuis 2015. Le secrétaire général du PCT Pierre Ngolo, a confirmé que ces assises se tiendront effectivement courant cette année. Il a justifié les différents reports par le manque de ressources financières. Pierre Ngolo a ajouté qu'en dépit du refus de certains cadres de cotiser, la collecte spéciale a fini par être bouclée le 7 septembre.

Les travailleurs du BCPTP réclament leurs droits

Des négociations ont été ouvertes à Brazzaville le 6 septembre dernier, aux fins de trouver des réponses aux problèmes qui minent le secteur du bâtiment. Les pourparlers menés par le ministère de l'Equipement sous l'arbitrage du ministère du Travail se déroulent sous fonds de tensions. Le personnel du Bureau de contrôle du bâtiment et des travaux publics (BCBTP) est monté au créneau pour des solutions qui passent par le paiement inconditionnel des sept mois d'arriérés des salaires, à partir de ce mois de septembre 2019. Cette entreprise accumule, depuis 2008, une dette de plus d'un milliard de francs CFA à la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS).

Un camion grumier sème la mort à Pointe-Noire

Le quartier Nkouikou, à Pointe-Noire, était en émoi le mercredi 4 septembre dernier quand un camion grumier a provoqué un accident de circulation faisant deux morts et d'importants dégâts matériels. Il roulait à vive allure sur la descente de Mont Kamba et est allé percuter un taxi en stationnement qu'il a traîné sur environ 30 mètres. Le concours des tôliers a été requis pour extirper le chauffeur et le client qui étaient à bord du taxis. On ne le dira jamais assez: la traversée des camions grumiers dans les villes constitue un danger pour les citadins.

Un conseiller du maire aux méthodes cavalières?

La semaine passée, le conseiller à l'Aménagement du maire de Brazzaville s'est rendu lui-même à Poto-Poto, le troisième arrondissement, et Moungali, le quatrième arrondissement de Brazaville, pour lutter contre l'installation anarchique des vendeurs et vendeuses et propriétaires de salons de coiffure sur les abords des rues. Dans la rue Lagué à Moungali, il a fait détruire des toilettes privées d'une cave construite carrément sur le trottoir et qui indisposent le voisinage. Il a brandi lui-même des convocations aux contrevenants. L'action du conseiller du maire vise à dégager les voies, pour ne pas gêner la circulation. Mais la manière est-elle orthodoxe?

Changement de Gouvernement? Même les journaux étrangers s'en mêlent

Les Congolais sont toujours dans l'attente de la nouvelle équipe gouvernementale tel que l'avait promis le Premier ministre Clément Mouamba. Les commentaires sur un éventuel remaniement ne cessent pas. Même les journaux étrangers s'en mêlent. Dans son numéro 806 du 28 août dernier, La Lettre du Continent y est allée elle aussi de son pronostic. *«Ce n'est qu'après cet événement* (NDLD: le 5e Forum Investir en Afrique, du 10 au 12 septembre 2019 à Brazzaville) *que le président congolais va, selon nos informations, procéder à un remaniement ministériel qui devrait reconduire l'ensemble des principaux ministres»*, lit-on.

Electricité coupée au Conseil départemental du Niari et à la Mairie de Dolisie

La direction d'exploitation de la société Énergie électrique du Congo(E2C) a lancé à Dolisie une opération de coupure en fourniture d'électricité pour les clients insolvables. Parmi eux, le siège du Conseil départemental du Niari et certains services techniques municipaux de la troisième ville du Congo. Le Dolisien se tord de rire: des institutions locales plongées dans le noir pour non-paiement de factures d'électricité, du jamais vu! Mais aux dernières nouvelles, on apprend que le courant vient d'être rétabli.

Les stations-service de Dolisie à sec!

Les automobilistes peinent à s'approvisionner en carburant dans la ville de Dolisie, à cause d'une pénurie qui dure depuis des semaines. Conséquence: la course de taxi est passée de 700 francs à 1000 francs CFA. Une bonne affaire pour les vendeurs ambulants de carburant, les fameux 'Khadafi'. A la première livraison dans une station-service, ils viennent s'approvisionner en masse pour revendre au prix fort leur essence de spéculation, au vu et au su de tout le monde!

«Le Développement est le nouveau nom de la Paix» (Pape Paul VI)

ECONOMIE FORESTIÈRE

Les journalistes ont été sensibilisés à la gouvernance forestière

La gouvernance forestière a fait l'objet d'un atelier de sensibilisation des acteurs des médias nationaux. Il a été organisé à la cité Emile Biayenda, située dans l'une des forêts de la Patte d'Oie, à côté du stade Alphonse Massamba-Débat à Brazzaville, mercredi 4 septembre 2019. Cette initiative a été l'œuvre de l'Ong nationale le Cercle d'appui à la gestion durable des forêts (CAGDF), dans le cadre de la mise en œuvre du projet «Voix des citoyens pour le changement: Observation forestière dans le Bassin du Congo (CV4C)».

Ce projet couvre cinq pays d'Afrique centrale (le Cameroun, le Congo, la République Démocratique du Congo, le Gabon et la République Centrafricaine).

Romaric Moussiessi Mbama

Les travaux ont été ouverts par Romaric Moussiessi Mbama, secrétaire exécutif du CAGDF, en présence de quelques cadres du projet CV4C. Ils ont été clos par Teddy Houd Romaric Ntounta, ingénieur forestier et chef d'équipe du projet CV4C. Le but visé était de formaliser et valider un cadre de collaboration entre le projet CAGDF et la presse, pour mieux informer le grand public au niveau national sur la bonne gouvernance et sur l'observation indépendante de la loi forestière.

Les journalistes et les organisateurs

Les représentants des organes de la presse nationale et quelques étudiants de l'Ecole nationale supérieure d'agronomie et de foresterie (ENSAF) ont été édifiés sur plusieurs avantages qu'offre la bonne gouvernance forestière. Le volet social permet aux communautés locales et autochtones de bénéficier des retombées de la forêt. Le volet économique favorise le bon recouvrement des taxes à verser dans les caisses de l'Etat. Le volet environnemental intervient pour la sauvegarde de cette richesse naturelle. Les trois thèmes développés simultanément par Teddy Haudry Romaric Ntounta et Daniel Ndinga, juriste du projet CV4C, sous la modération de Michael Mwanaikemba, membre du CAGDF, ont permis aux participants une meilleure compréhension de la gouvernance forestière. Ces exposés ont mis en relief les missions du projet dans les concessions forestières pour être en contact avec les sociétés exploitantes qui consistent à contrôler, vérifier, constater, dénoncer, informer et faire des propositions de solutions à l'administration en charge des forêts pour une exploitation forestière responsable. A la lumière des débats, les participants ont mieux appréhendé le rôle d'observation indépendante que doit jouer le projet.

Pour Daniel Ndinga, «une bonne gouvernance forestière fera que les trois piliers de la gestion durable soient bénéficiaires, notamment le social, l'économie et l'environnement». L'observatoire indépendant permet le suivi de la gouvernance et d'évaluer le niveau d'application de la loi forestière tant au niveau des sociétés forestières que de l'administration en charge de cette question. D'ailleurs, clôturant les travaux, Teddy Ntounta a indiqué que «l'observatoire indépendant a été sollicité par l'administration forestière à cause des dysfonctionnements constatés à certains niveaux. Il a fallu une structure indépendante qui rend compte sans parti-pris et faire des suggestions de solutions pour corriger les éventuelles défaillances dans la gouvernance pour une meilleure exploitation durable des forêts. Nous profitons de l'observatoire pour sauvegarder nos forêts et pour que les générations futures puissent jouir de ces forêts. Nous avons pensé collaborer avec les médias pour les faire intervenir dans tout ce que nous faisons pour mieux informer le plus large public. Tout ce que nous produisons est plus connu de l'extérieur que sur le plan national. C'est ainsi que nous tenons à établir un partenariat avec la presse».

Philippe BANZ & Fortuné Mbéla
(stagiaire)

Qui me répondra?

Pourquoi à la morgue de Makélékélé, les corbillards sont-ils gérés par des privés?

KAUD (Makélékélé-Brazzaville)

CONSOMMATION

Mutualiser les efforts par la mise en réseau des associations

L'Observatoire congolais des droits des consommateurs (O2CD) et l'Institut européen de développement et de coopération (IECD), dans le cadre de leur coopération, ont organisé un atelier de mise en réseau des associations congolaises des consommateurs. Avec l'appui financier de l'Union européenne, ils visent à mettre en œuvre le programme d'appui aux initiatives locales pour le renforcement des capacités des organisations de la société civile et la mise en réseau des acteurs du secteur informel. Les travaux, qui se sont déroulés au siège du Forum des jeunes entreprises du Congo, à Brazzaville, du 5 au 6 septembre 2019, ont été coprésidés par Mermans Babounga Ngondo, secrétaire exécutif de l'O2CD et Yves Ahner, délégué de l'IECD au Congo, en présence de Mme Nabilah Ibrahim, chef de projet «Congo entreprise développement (CGED)».

Yves Ahner et Mermans Babounga Ngondo

La rencontre de deux jours a regroupé plus d'une vingtaine de participants de huit associations venus de Ouesso, Makoua, Dolisie, Pointe-Noire et Brazzaville. Ils ont suivi des thèmes comme «Principes et objectifs d'un réseau»; «Gouvernance et mobilisation de ressources au sein du réseau: expérience de la plateforme Dette et Développement» et «Echange d'expérience sur le travail en réseau: cas de la plateforme Publier ce que payez». Ces conférences ont été développées simultanément par Jean Félix Batantou, ancien président du comité de pilotage du PCPA, Paul Kampakol, secrétaire général du Forum des jeunes entreprises du Congo et Samuel Nsikabaka, membre du comité exécutif de l'ITIE. Après les échanges par cette initiative, les acteurs de la société civile de promotion et de défense des droits des consommateurs se sont engagés à une plus grande clarté de la défense des consommateurs. Parmi les préoccupations exprimées la qualité insuffisante de l'offre des services de la société Energie électrique du Congo et de la société La Congolaise des eaux avec l'institution de nouvelles taxes qui impactent les prix des produits et services de consommation courante. La transparence dans les tarifs des services bancaires et des communications électroniques; le respect des droits des patients et bien d'autres récriminations ont été exprimées. Pour Mermans Babounga Ngondo, qui assure aussi les fonctions de secrétaire général du réseau mis en place, «défendre les droits des consommateurs n'est pas un effet de mode, mais une exigence des temps modernes et des principes de bonne gouvernance. Il nous revient de faire preuve de responsabilité et de professionnalisme. Il est vrai que les défis sont nombreux par rapport à la faiblesse de nos capacités d'intervention dûe à l'insuffisance des programmes d'appui à la promotion et à la défense des droits des consommateurs et des usagers».

Les participants à la fin des travaux

Yves Ahner le délégué de l'IECD a reconnu que la présence du réseau entre dans le cadre des activités de partenariat entre l'IECD et l'O2CD. «Les deux organisations ont lancé depuis juillet 2018 le programme «Appui aux initiatives économiques locales: renforcement des capacités et mise en réseau des acteurs du secteur informel au Congo». L'un des objectifs phares de ce programme est d'apporter un appui à la structuration et au renforcement des capacités des organisations de la société civile locale. Cette étape est primordiale pour le développement du pays. Nous souhaitons donc atteindre cet objectif à travers la mise en réseau des associations de défense des droits des consommateurs et la constitution de la Ligue congolaise des consommateurs».

L'IECD et l'O2CD ont également pour objectif de lancer un plaidoyer sur l'amélioration du climat des affaires.

En marge de l'atelier, les deux organisations ont tenu une réunion sur la stratégie de plaidoyer et l'amélioration du climat des affaires pour les très petites entreprises. Jean Claude Mabiala, vice–président du Réseau des associations des consommateurs, a bien apprécié l'avènement du réseau: «Il était temps que les associations des consommateurs se retrouvent pour former un réseau, parce qu'en cette période de mondialisation, il n'est pas intéressant que nous partions en rangs dispersés. Je crois qu'avec ce réseau nous ferons un peu plus au regard de l'engagement pris. Il y aura des résultats. Comme on le dit l'union fait la force. Il a fallu nous fédérer. Au Congo, la loi de protection et de défense daes droits des consommateurs n'existe pas. En Afrique centrale, nous sommes le pays qui semble être très en retard, je pèse mes mots, et je demande aux autres de venir pour être forts, au lieu de naviguer seuls».

Ph. B.

FINANCES PUBLIQUES

Valider le rapport diagnostic de la gestion des finances

Dans le but de doter le Congo d'une stratégie de gestion des finances publiques, dans le cadre des réformes entreprises par le Gouvernement à travers le ministère des Finances et du budget avec l'appui du Projet des réformes intégrées du secteur public (PRISP) et la Banque mondiale, il a été organisé, du 4 au 5 septembre 2019, un atelier de validation du rapport diagnostic de la gestion des finances publiques au Congo. Les travaux ont été ouverts par Henri Loundou, directeur de cabinet du ministre des Finances et du budget. Le plan d'action stratégique de pilotage des réformes des finances publiques 2019-2022 a été élaboré par le cabinet Price Waterhouse Coopers (PWC), représenté par son chef de mission, Rufin Baghana

Henri Loundou

Présentant le rapport, celui-ci a relevé qu'«Il faut rénover le cadre fiscal pour arriver à un cadre plus compétitif et les questions de gouvernance de façon générale. La réforme va s'attaquer à la mobilisation des ressources, il y aura un changement au niveau du code fiscal et des autres lois qui balisent la fiscalité et l'investissement privé. Les régies financières joueront un rôle dans la mobilisation des ressources pour financer les services publics».

La dynamique des réformes des finances publiques enclenchée au Congo par la transposition intégrale des directives du cadre harmonisé transversales et sectorielles entre les différents acteurs créée une synergie entre les différentes composantes de la chaîne de la gestion publique. L'élaboration d'un plan stratégique répond bien à cette finalité.

L'assistance

Pour Henri Loundou, la gestion des finances publiques de la CEMAC suit son cours et conduit vers les mutations substantielles et profondes des us et coutumes de tous les acteurs aussi bien de la chaîne des dépenses que de celle de la recette. Les objectifs de la réforme des finances publiques, a-t-il dit, sont de renforcer la transparence, d'accentuer l'efficacité de la gestion publique et d'adopter une approche de performance par le recours aux outils et techniques de travail rénovés et par une organisation administrative moderne, tout ceci d'ici à l'an 2022. «Il est impérieux pour nous de disposer d'un cadre logique qui schématise notre stratégie de pilotage en vue de coordonner les actions des réformes», a-t-il signifié.

Aybienevie
N'KOUKA-KOUDISSA

ZIMBABWE

Robert Mugabe n'est plus

Le Zimbabwe pleure son ancien président Robert Gabriel Mugabe, qui s'est éteint à Singapour vendredi 6 septembre, à l'âge de 95 ans. Figure emblématique de son pays et de la politique en Afrique, il a marqué le Zimbabwe des décennies durant, après l'avoir dirigé de fer de 1980 à 2017. Poussé à la démission par l'armée alors qu'il rempilait pour un nouveau mandat, l'ex-homme fort du Zimbabwe a été remplacé par son ex-bras droit Emmerson Mnangagwa. Isolé, mis à l'écart et affaibli par le poids de l'âge, l'ancien dirigeant a terminé son parcours terrestre aux côtés de son épouse Grace qui l'a accompagné dans son combat politique jusqu'au soir de sa vie.

Robert Gabriel Mugabe

Acteur des luttes pour l'indépendance du Zimbabwe autrefois appelé Rhodésie du sud, Robert Mugabe restera présent dans la mémoire et les esprits des Zimbabwéens. Pendant près de 40 ans, il a présidé aux destinées de ce pays de l'Afrique australe. Il incarnait à lui tout seul la vision et l'idéologie de son parti la ZANU-PF. Il avait la manie de résister à toutes les tempêtes et savait se jouer de ses opposants, même des dirigeants des grandes puissances à qui il envoyait des messages sans appel. Pour beaucoup, il était un tyran. Pourtant il a été un nationaliste au sens propre du terme. Il était également d'obédience marxiste.

Arrivé au pouvoir en 1980 en tant que Premier ministre du pays nouvellement indépendant, il débute sa présidence en 1987, jusqu'à sa démission contrainte en 2017.

Après son accession à la tête de l'Etat, il a mis en place un système de gouvernance qui même avec l'avènement de la démocratie lui a permis de se maintenir au pouvoir contre vents et marées.

Lorsqu'il décide de la nationalisation des fermes agricoles et de leur mise en valeur par les Zimbabwéens, il se heurte à la colère des dirigeants des grandes puissances, parmi lesquels ceux de l'ancienne puissance colonisatrice, la Grande Bretagne. Mais, seul contre tous, il ne s'est jamais laissé ébranler ni n'avait jamais fléchi dans la prise de ses décisions parfois drastiques. Plusieurs fois il a été menacé de sanctions et restrictions notamment économiques par la communauté internationale. Il meurt au moment où son pays tente, bon an mal an, de se relever face à la crise qui a frappé de plein fouet son économie. Les dernières années de son règne de 37 ans ont été marquées par une crise économique accrue, sa réforme agraire, l'hyperinflation, l'émigration. Durant l'ère Mugabe, la surface des terres agricoles de son pays, ancien grenier à blé de l'Afrique australe n'a cessé de croître. Elles sont passées de 33% du territoire en 1987 à 42% en 2006. Lorsqu'il quitte ses fonctions à 93 ans, il était le plus vieux chef d'Etat de la planète en poste.

Dans les ânées 2000, ses propos à l'endroit de Tony Blair, ancien premier ministre de la Grande Bretagne qui croyait lui remonter les bretelles ont fait le tour du monde. «Ceux qui ne sont pas d'accord n'ont qu'à aller se faire pendre». Quant à la relance économique qui demeure l'un des défis majeurs de son pays, son successeur Emmerson Mnangagwa en a fait son cheval de bataille, d'abord comme président de transition pendant un an puis comme président élu au suffrage universel. Mais les résultats tardent encore.

La dépouille de Robert Mugabe devait être rapatriée mercredi et ses obsèques devraient se tenir dimanche prochain.

Aristide Ghislain NGOUMA

74e SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'ONU

Climat et pauvreté au menu

Le siège des Nations unies à New York, aux Etats-Unis d'Amérique, s'apprête à accueillir la 74e Assemblée générale de l'organisation, qui comme chaque année regroupera les chefs d'Etat et de gouvernements. Le débat général qui se tiendra le 17 septembre 2019 aura pour thème: «Dynamiser les efforts multilatéraux pour l'éradication de la pauvreté, l'éducation, l'action contre le changement climatique et l'inclusion». Prélude à cette rencontre, le Centre d'information des Nations unies (UNIC) à Brazzaville et le ministère des Affaires étrangères, de la coopération et des Congolais de l'étranger ont organisé une session d'information sur l'agenda et les enjeux de cette 74e session.

Stéphane Ombele Kembo

A cette occasion, Stéphane Ombele Kembo, directeur du Système des Nations unies au ministère des Affaires étrangères, a dans sa communication, fait d'abord le bilan de la 73e Assemblée générale de l'ONU et a donné les perspectives de la prochaine. L'Assemblée générale, a-t-il défini est l'un des organes principaux de l'ONU qui regroupe en son sein, les 193 Etats membres de cette institution et qui tient, annuellement une session pour examiner toutes les questions qui touchent l'ensemble de l'humanité afin de formuler les décisions à caractère général. Il s'agit notamment des questions de paix et de sécurité internationales, des questions économiques, financières et de développement, les questions sociales, humanitaires et culturelles ou les questions juridiques. La 73e session ordinaire de l'Assemblée générale s'inscrivait dans la perspective de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 qui a été adopté le 25 septembre 2015 à New York.

Selon Stéphane Ombelle Kembo, la 74e session de l'Assemblée générale se tiendra sous la présidence de M. Tijjani Muhammad-Bande, représentant permanent du Nigeria auprès des Nations unies, candidat du groupe africain. En dehors du thème général, les questions traditionnelles relatives au maintien de la paix, à la promotion du développement et les droits de l'homme reviennent de façon récurrente sur l'agenda de la rencontre. Au cours de la présente session, les dirigeants du monde procéderont une fois de plus, à l'évaluation de la situation internationale pour trouver des solutions efficaces et durables aux problèmes auxquels l'humanité est confrontée.

Le Congo, quant à lui, aborde une session avec des responsabilités importantes au sein des organes de l'ONU. Il a été élu au poste de vice-président du bureau de la 74e session et est membre du Conseil économique et social. Le directeur du Système des Nations unies du ministère des Affaires étrangères a indiqué que *«la 74e session ordinaire de l'Assemblée générale se tiendra dans une conjoncture internationale qui reste assez difficile. Le panorama de la situation internationale laisse entrevoir de réels signes d'inquiétudes. En effet, beaucoup de conflits agitent toujours le monde et demeurent insolubles. Des millions de personnes affrontent, de façon quotidienne, des situations d'injustice intolérable…».*

L'Afrique, a-t-il poursuivi, est concernée au plus haut point, et devrait s'engager pleinement dans une démarche collective pour défendre sa position, car, elle demeure le seul continent le moins représenté au sein de cet organe. L'ONU paraît chaque jour affaiblie, sinon paralysée par la mauvaise entente entre les grandes puissances dont certains s'écartent délibérément du consensus mondial sur les questions de préoccupation commune. Il a également précisé qu'*«au vu de ces défis persistants, auxquels les nations font face, l'espoir pour bâtir un monde plus convivial et équitable, s'éloigne et compromet l'avenir de générations futures. Mais la seule issue pour tous reste l'action collective, celle que devrait incarner la communauté internationale à travers une organisation mondiale plus revigorée, renouvelée, crédible, placée au premier plan de l'action, pour rassembler tous les Etats autour des objectifs communs».*

S'agissant des questions jugées d'intérêt pour le Congo, l'accent sera mis sur le rôle que le pays et le président de la République jouent sur la scène internationale, ainsi que la gestion apaisée du territoire national. La médiation en République centrafricaine, la présidence de la CIRGL, etc, seront au centre des déclarations de la délégation congolaise aux travaux de la 74e session ordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU.

Aybienevie N'KOUKA-KOUDISSA et Nya Paunelie GANONGO (Stagiaire)

PARCELLES A VENDRE

- Quartier La Glacière proche du P.S.P. Prix à débattre.

- Quartier Mafouta proche de l'école primaire de Mafouta. Prix à débattre.

Tél: 06 627 93 78 / 05 586 25 83

CENTRAFRIQUE

Après les affrontements à Birao

La situation humanitaire est toujours préoccupante à Birao, ville située à l'extrême Nord-est de la République centrafricaine. Les combats qui y ont éclaté dimanche 1er septembre 2019 ainsi que les pillages et destructions qui ont suivi, ont occasionné le déplacement d'au moins 10 000 personnes. Dans la région comme dans d'autres zones du pays, la situation sécuritaire reste précaire.

Une vue des combattants à Birao

Les populations continuent de gagner les lieux de regroupements des déplacés. L'équipe de mécanisme de réponse rapide d'ACTED avec le soutien de l'UNICEF a déployé ses premières équipes jeudi, une autre est arrivée samedi. Un premier cargo de kits de première nécessité et d'assainissement a été acheminé.

«La course contre la montre est lancée» selon les acteurs humanitaires, notamment pour la construction de latrines, et pour l'accès à l'eau des déplacés. La saison des pluies ainsi que l'isolement de Birao rendent l'acheminement de l'aide particulièrement compliqué.

Si un calme précaire règne actuellement sur Birao, la communauté humanitaire craint de nouvelles poussées de violences. Mankeur Ndiaye, représentant du Secrétaire général des Nations unies, a mis en garde le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) contre une possible descente sur Birao.

Le chef militaire du FPRC, Abdoulaye Hissène parle lui d'*«injustice»*. Il estime avoir respecté les consignes de cantonnement édictées par la Mission des Nations unies pour la Centrafrique (MINUSCA). Il s'interroge sur l'action de la force onusienne lors des pillages dans la ville.

Marcellin MOUZITA MOUKOUAMOU

IN MEMORIAM

Ce mercredi 11 septembre 2019 marque le 13ème anniversaire de la disparition de notre mère Elisabeth TSATSA, qui a rejoint la maison du Père, le lundi 11 septembre 2006. Treize ans de séparation dans l'espérance! Treize ans de contemplation dans la méditation! Treize ans de consolation dans l'action de grâces! Merci maman pour l'éducation reçue et la foi transmise!

Puisse le Seigneur que tu as servi sans relâche t'ouvrir à jamais les portes du Royaume!

Pour les enfants,

Aristide Ghislain NGOUMA

OFFREZ-VOUS L'ITALIE

TOUTE LA SERIE A DES LA FORMULE EVASION

SEULEMENT SUR CANAL+ HD SPORT

06 877 92 92
(COUT D'UNE COMMUNICATION LOCALE SELON VOTRE OPERATEUR FIXE OU MOBILE)

LES BOUQUETS CANAL+

TROISIÈME VOYAGE PASTORAL DU PAPE FRANÇOIS EN AFRIQUE

Après le Mozambique, Madagascar et l'Ile Maurice ont reçu le Souverain Pontife

Le Pape François a été accueilli au Mozambique comme un pèlerin de réconciliation. La visite du Pape François dans ce pays d'Afrique australe s'est inscrit dans un processus de paix dont la communauté de Sant'Egidio a été l'un des principaux moteurs. Le Pape François est arrivé mercredi 4 septembre 2019, soir au Mozambique, première étape de son 31e voyage apostolique, jusqu'au mardi 10 septembre 2019, qui l'a conduit aussi à Madagascar et sur l'île Maurice. Le Saint-Père est resté dans ce pays lusophone deux jours, jusqu'à vendredi 6 septembre. Une visite sur les traces de Saint Jean Paul II, venu en 1988, et centrée autour du thème: «Espérance, paix et réconciliation». Elle est intervenue juste après l'accord d'août dernier entre le président mozambicain et le chef de la Renamo, ex-rébellion devenue le principal parti d'opposition, signé vingt-sept ans après la fin de la guerre civile qui avait fait un million de morts.

Le Pape François saluant le cardinal Maurice Piat, lors de son arrivée à Maurice, le 9 septembre

Le Pape est allé à la rencontre d'une population encore très éprouvée après le passage dévastateur il y a six mois des cyclones Idai et Kenneth. Une population «en attente de signes d'espérance» comme le témoigne le père Angelo Romano de la communauté San't Egidio, très engagé sur le dossier mozambicain. Il a présenté le visage de ce pays engagé sur la voie de la réconciliation et a insisté sur l'importance de cette visite du Pape, qui a été «très attendu par l'ensemble du peuple mozambicain».

Le Pape François lors de la messe au monument Marie Reine de la Paix - 9 septembre 2019 (Vatican Media)

Le Pape a invité l'Eglise malgache à garder un esprit de louange et de pauvreté

Le deuxième jour de la visite du Saint-Père à Madagascar s'est conclu par une rencontre avec des prêtres, religieux, consacrés et séminaristes du pays. En s'appuyant sur une prière de Jésus rapportée dans l'Évangile, le Pape François a encouragé ses auditeurs à vivre leur mission dans la joie et «au nom du Seigneur».

Cette rencontre au Collège Saint Michel d'Antananarivo a été ponctuée par deux témoignages: celui de la présidente de la Conférence des religieuses de Madagascar, puis celui d'un prêtre du diocèse de Miarinarivo. Tous deux ont fait part au Saint-Père de leur gratitude et de leur dévouement, avant d'ajouter quelques mots sur les défis actuels de la mission à Madagascar.

«Père, Seigneur du ciel et de la terre, je proclame ta louange: ce que tu as caché aux sages et aux savants, tu l'as révélé aux tout-petits» (Lc 10, 21): tel est le verset qui a guidé toute la réflexion proposée par le Pape. Un verset où Jésus exprime sa joie. Cette joie «est confirmée par vos témoignages, car même ce que vous exprimez comme des problèmes, ce sont des signes d'une Église vivante, dynamique, cherchant à être chaque jour une présence du Seigneur», a estimé le Pape François. Il n'a pas manqué de rendre hommage à tous ceux, prêtres, religieux et laïcs, qui ont évangélisé et «maintenu vive la flamme de la foi sur ces terres».

Le Saint-Père a aussi remercié l'assemblée d'être le signe d'une «Église "en sortie"», et a reconnu les difficultés–souvent matérielles - auxquelles font face beaucoup de ces religieux, prêtres et séminaristes. «Mais vous avez choisi de rester et d'être aux côtés de votre peuple, avec votre peuple», a souligné le Pape, rappelant que la personne consacrée est celle «qui a appris et veut rester dans le cœur de son Seigneur et dans le cœur de son peuple».

Une «clé» aux yeux du Pape François.

Le Souverain Pontife a ensuite mis en avant l'attitude de Jésus, qui loue et bénit son Père. «Nous sommes des hommes et des femmes de louange. La personne consacrée a la capacité de reconnaître et d'indiquer la présence de Dieu, là où il se trouve», a-t-il insisté. La louange a bien des vertus: par exemple, elle «libère le disciple de l'obsession du "il faudrait faire…"», elle ramène à l'humilité, et garde de «plans apostoliques expansionnistes, méticuleux et bien élaborés». «Dans une certaine mesure, a poursuivi le Saint-Père, une grande partie de notre vie, de notre joie et de notre fécondité missionnaire se joue dans cette invitation de Jésus à la louange».

Puis le Souverain Pontife a cité l'exemple des disciples, qui accomplissent leur mission «au nom du Seigneur Jésus». «La joie des disciples naissait de la certitude de faire les choses au nom du Seigneur, de vivre de son projet, de partager sa vie», a-t-il précisé. Ce qui implique que chaque action est une «victoire sur le pouvoir de Satan». «Chacun de nous peut témoigner de ces batailles… et aussi de quelques défaites», a ajouté le Pape, avant de donner plusieurs exemples concrets: «en Son nom, vous êtes vainqueurs en donnant à manger à un enfant, en sauvant une mère du désespoir d'être seule face à tout, en donnant un travail à un père de famille…». «Continuez à mener ces batailles, mais toujours dans la prière et dans la louange!», a encouragé le Souverain Pontife. Il a aussi enjoint ses auditeurs à mener le combat contre eux-mêmes, contre cet «esprit du mal» qui insuffle des désirs de sécurité économique, de pouvoir ou de vaine gloire.

Le Pape à Madagascar

C'est donc la figure du «petit» que le Pape a indiqué en exemple aux acteurs de l'Église malgache. Ce «petit» qui «voit et écoute», qui reconnaît «la présence de Dieu dans les souffrants et les affligés»; ce «petit» qui est servi dans la mission quotidienne. Et le Pape François de s'exclamer, en conclusion de son intervention: «Heureux êtes-vous, heureuse Église des pauvres et pour les pauvres, car elle vit imprégnée du parfum de son Seigneur, elle vit joyeuse, en annonçant la Bonne Nouvelle aux marginalisés de la terre, à ceux qui sont les préférés de Dieu».

Au terme de la rencontre, le Pape François a chaleureusement remercié père Marcel, qui l'a accompagné tout au long de ce voyage en sol malgache... en s'occupant de la traduction des neuf discours du Pape! À chaque cérémonie, père Marcel était présent pour traduire au public les paroles du Saint-Père, de l'italien en malgache.

L'avion du pape François s'est posé le lundi 9 septembre vers 8h30 (heure de France) à l'aéroport de Port-Louis (île Maurice) pour la dernière journée de son voyage apostolique. Le Premier ministre et les officiels l'ont accueilli sur le tarmac de l'aéroport. Il est accompagné tout au long de sa visite par le cardinal Piat.

Messe du Pape François à Maurice: «nos jeunes sont notre première mission!»

Le Pape François présidé le même lundi une messe au Monument Reine de la Paix. Sur l'île Maurice, au monument Marie Reine de la Paix, la messe présidée par le Saint-Père a été un moment fort et très attendu, trente ans après la visite de Saint Jean-Paul II sur cette île de l'Océan Indien. Dans son homélie, le Pape a longuement évoqué la place des jeunes dans la société mauricienne. Une jeunesse à l'avenir souvent incertain, mais à qui l'Église peut proposer un chemin d'espérance. Le Pape a célébré cette messe - en langue française principalement - devant quelque cent mille fidèles, rassemblés à flanc de montagne face à ce monument Marie Reine de la Paix. Une montagne présentée par le Pape François comme celle des Béatitudes, qui étaient au cœur de l'Évangile choisi pour cette célébration (Mt 5, 1-12a).

Le bienheureux père Laval, exemple de dynamisme missionnaire

Deuxième fil conducteur de l'homélie du pape: le bienheureux père Jacques-Désiré Laval, fêté solennellement le 9 septembre par l'Église mauricienne. Ce missionnaire français ayant évangélisé l'île Maurice au XIXe siècle reste aujourd'hui une figure centrale de la foi des catholiques de l'île. Le Pape est donc revenu sur la vie de «l'apôtre de l'unité mauricienne», une vie marquée par «l'amour du Christ et des pauvres». «Il savait qu'évangéliser suppose d'être tout à tous», a relevé le Pape François. «Sa sollicitude le porta à faire confiance aux plus pauvres et aux personnes rejetées pour que ce soient eux les premiers à s'organiser et à trouver des réponses à leurs souffrances», a-t-il encore affirmé.

Le Saint-Père a enfin invité les fidèles mauriciens à prier pour que dans leurs communautés fleurisse «la vocation à la sainteté dans les diverses formes de vie que l'Esprit nous propose». Il leur a demandé d'avoir confiance dans la force du Seigneur, cette confiance qui n'a jamais faibli dans le cœur du bienheureux Jacques-Désiré Laval.

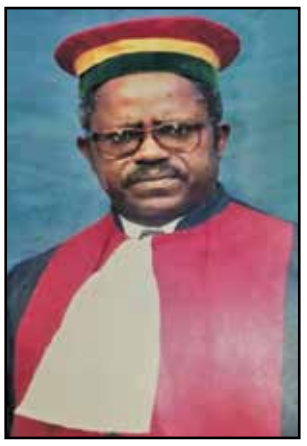
(Sources vaticanes)

TÉMOIGNAGES SUR LE MINISTRE FRANÇOIS LUMWAMU LORS DU 40e JOUR DE SON DÉCÈS

Une personnalité aux valeurs morales indéniables

A l'occasion du 40e jour relatif au décès du Pr François Lumwamu, ancien ministre de l'Enseignement et de la recherche scientifique, ancien président du Conseil national pour l'apostolat des laïcs du Congo (CNALC), décédé le 9 juillet 2019, à Brazzaville à l'âge de 80 ans des suites d'une maladie. Pour honorer sa mémoire, une messe a été célébrée en l'église Notre-Dame du Rosaire de Bacongo par l'abbé Mesmin-Prosper Massengo, curé de cette paroisse, lundi 19 août dernier. A cette occasion quelques personnalités présentes au nombre desquelles les ambassadeurs et anciens séminaristes Pascal Gayama; Gustave Pana Zoula et Célestin Itoua sont revenus sur les valeurs morales du disparu.

Pascal Gayama: «Nous avons perdu en François Lumwamu, non seulement un ami, mais une personnalité. Quand je dis ami, je fais allusion au groupe auquel nous appartenions les anciens séminaristes du Congo dont il était une des figures éminentes. Et puis, une personnalité, un citoyen éminent de notre pays qui s'est investi personnellement dans son métier d'enseignant et puis en tant que personnalité de la société civile. Je crois que la société perd ainsi des personnalités qu'on pourrait comparer à des lumières. Et, je crois qu'il y a des gens comme cela qui en dépit de leur modestie n'en distille pas moins des valeurs dont on aurait besoin à tout moment, et auquel les jeunes pourraient se référer comme des modèles. Gageons que nous y retiendrons, nous ses amis, quelque chose qu'on pourra diffuser».



Pr François Lumwamu

Gustave Pana Zoula

Pascal Gayama

Célestin Itoua: «L'abbé a exprimé ce que nous ressentons de ce frère qui est parti et qui avait beaucoup de valeurs morales».

Gustave Pana Zoula: «Boukaka et Portella étaient dans la même classe avec lui pendant que moi j'étais en 6e. Quand j'ai quitté le séminaire de Mbamou pour celui de Makoua, nous étions un peu coupés avec les gens de Mbamou, sauf ceux de notre promotion. Et après, je l'ai revu à l'université, comme nous nous connaissions, nous nous saluons avec les Zacharie Samba et autres. Mais, dans le cadre de notre association on se rencontrait souvent. Ce qui est important c'est que je l'ai vu au séminaire, il était en 3e, mais moi j'étais en 6e. Nous, nous étions chez les petits et lui chez les grands, donc il n'y avait pas tellement des contacts».

Alain-Patrick MASSAMBA

ANNONCE

L'abbé Guelor Evrard Nguiambo Ondze, directeur du séminaire Saint Pie X de Makoua dans le diocèse d'Owando, porte à la connaissance des curés de paroisses et parents que la rentrée scolaire 2019-2020 dans cette maison de formation aura lieu, le mardi 1er octobre 2019, à 18h. Elle concerne les élèves des classes de 6e, 5e, 4e et 3e. Ils sont admis avec l'accord de Mgr Victor Abagna Mossa, évêque d'Owando.

La formation en pension complète au séminaire Saint Pie X couvre: - l'hébergement, - l'alimentation, - la scolarité, -la santé. Le tout s'élève à 45.000 F CFA par mois et le paiement s'effectue chaque fin de mois. Pour les mois d'octobre et juin, 90.000 F CFA sont versés dès la rentrée.

Pour tout contact:
Abbé Guelor Evrard NGUIAMBO ONDZE
B.P.: 09, Tél.: 06 970 14 03 / 05 026 30 02

QUATRIÈME ÉDITION DU PÈLERINAGE NATIONAL À LOLA (DIOCÈSE DE NKAYI)

«L'humilité est une vertu capitale dans notre vie de foi»

Le diocèse de Nkayi a abrité sous le haut patronage de Mgr Daniel Mizonzo, l'évêque du lieu, la quatrième édition du pèlerinage national au *«Mongo Ya Lola»* de Kintaamba Loaka du jeudi 29 août au dimanche 1er septembre 2019. Situé à 17 Km de la ville sucrière, le Mont Lola est considéré par le peuple comme un haut-lieu de rencontre avec El Shaddaï (le Dieu de la montagne).

Mgr Daniel Mizonzo entouré des concélébrants et d'une pèlerine

Convoquée sous le thème: «Relecture, Evaluation, Dimtilage, Discernement», la quatrième édition du pèlerinage à Lola a été un vrai pèlerinage de formation. Piloté par les noyaux diocésains et paroissiaux, et par les membres du Renouveau charismatique catholique, le pèlerinage de cette année a connu la participation de plusieurs centaines de personnes, venant des quatre coins du pays, en quête de vitalité spirituelle.

Quatre moments importants ont caractérisés ce pèlerinage: 1-La marche: une grande partie des pèlerins et pèlerines ont parcouru les 17 Km à pied, après la messe d'ouverture à la Cathédrale le jeudi 28 août. Cette marche est un rappel de la marche des enfants d'Israël dans le désert. 2-La formation: deux intervenants ont donné le meilleur d'eux-mêmes pour former les pèlerins, le vendredi 29 août 2019. Il s'agit de Mgr Daniel Mizonzo et de M. Ernest Moungondo, chargé diocésain de l'évangélisation.

En effet, le père évêque a instruit le peuple sur le thème du: «Gouvernement et l'Ordre dans l'Eglise». Quant à M. Ernest Moungondo, il a édifié les pèlerins sur le thème de «l'argent et l'Evangélisation»; montrant le caractère incontournable de l'argent dans l'activité d'évangélisation, mais avec ces interrogations: Comment donner? A qui donner? Et ceux qui reçoivent doivent en rendre compte pour une gestion responsable. 3-La cure d'âme: cette cure s'est effectuée à travers le sacrement de la Réconciliation et l'Ecoute. En effet, plusieurs prêtres ont disposé de leur temps pour permettre au peuple de Dieu de contempler et d'expérimenter la miséricorde divine. Parmi les prêtres présents pour le sacrement de la réconciliation, nous pouvons citer: les abbés Pierre Mpandzou, vicaire général, Olivier Boufala, économe du diocèse, Daslin Ngoubili, secrétaire par intérim, Guyien Kintada, aumônier diocésain du Renouveau charismatique, Michel Bikindou, curé de Saint Jean Paul II, Magloire Kibila, vicaire à la cathédrale Saint Louis, et Gerson Mboungou, vicaire à Saint Charles Lwanga de Mouyondzi. Le père évêque quant à lui, a disposé de son temps pour l'écoute. 4-La messe de clôture: présidée par l'évêque du lieu, Mgr Daniel Mizonzo, la messe de clôture a connu la participation de plusieurs cadres de la ville de Nkayi. Dans son homélie inspirée de l'évangile selon Saint Luc (Lc 4, 1.7-14), le père évêque a édifié le peuple en ces termes: «la parole de Dieu de ce dimanche vient de s'accomplir aujourd'hui par rapport à ce que nous avons fait depuis jeudi. Dans la première lecture de ce jour, il est sans doute question de l'humilité. L'humilité est une vertu capitale dans notre vie de foi. Car elle est capable de repousser même le diable. L'orgueil c'est le premier péché. Il meurt même une heure après le corps. Marie est le modèle de l'humilité. Vivez dans l'humilité et le diable ne pourra pas vous approcher. Dans la deuxième lecture, il est question de la montagne de Sion, comme lieu de la rencontre avec Dieu dans la joie avec les anges et nos noms sont inscrits dans le livre de la vie. Cette parole se réalise aujourd'hui pour nous. En venant sur cette montagne, nos noms sont déjà inscrits dans le livre du ciel. Cependant, faisons tout de même attention; parce qu'à chaque fois nous péchons, les lettres contenues dans nos noms sont automatiquement effacées dans le livre de Vie. Heureusement que nous avons le sacrement de la réconciliation pour réinscrire nos noms. Dans l'évangile, il est question de l'amour (agapè) Sans amour on n'aura pas accès au banquet éternel. Cette charité doit être orientée surtout en faveur des derniers de la société.»

Une vue des pèlerins

La particularité du pèlerinage de cette année a été aussi la présence massive des jeunes, qui est sans doute le signe d'un réveil spirituel de la jeunesse. Commencée à 9h, la messe a pris fin à 11h avec la bénédiction de tous les pèlerins. Le rendez-vous est pris pour la cinquième édition en 2020.

Abbé Daslin NGOUBILI (Commission Communication et Médias du Diocèse de Nkayi)

ARCHIDIOCÈSE DE BRAZZAVILLE

Louise Loukoula repose désormais au cimetière de Loukanga II

Rappelée à Dieu le dimanche 11 août 2019, des suites d'une longue maladie, Louise Loukoula, membre retraité de la Schola populaire de la paroisse Saint Jean-Baptiste de Talangaï, mère de notre collègue Pascal Biozi Kiminou, a été inhumée mardi 27 août 2019 au cimetière de Loukanga II. Après la messe des funérailles en l'église Saint Jean Baptiste de Talangaï, présidée par Mgr Urbain Ngassongo, évêque de Gamboma, et concélébrée par les abbés Grâce Mienanzambi, vicaire de la paroisse Saint Joseph de Tout-Pour-le-Peuple, petit-fils de la défunte, Guy Noël Okamba, recteur du Grand séminaire de philosophie Mgr Georges Firmin Singha, Evrard Okoko Bahengue, vicaire nommé de la paroisse Saint Paul de Madibou, et Davy Bonga, prêtre du diocèse d'Impfondo; le cortège funèbre de la disparue s'est ébranlé vers le cimetière de Loukanga II où elle repose désormais.

Dans son homélie, l'abbé Grâce Mienazambi a dépeint les traits fondamentaux qui ont caractérisé la vie de celle qui avait rassemblé le peuple de Dieu pour la dernière fois dans cette église de Talangaï. Il a mis en exergue l'activité exercée par Louise Loukoula (agricultrice) grâce à laquelle elle a élevé ses enfants. Partant, il a encouragé le peuple de Dieu à savoir gagner la vie à la sueur de son front en pratiquant une activité saine et digne.

A signaler qu'au cours de cette messe animée par la Schola populaire paroissiale, il y a eu deux corps avec celui de Serge Guy Rufin Okoko, membre de l'archiconfrérie Saint Esprit de la même paroisse à l'honneur.

Peu avant la prière du dernier adieu, Mgr Urbain Ngassongo a interpellé les parents éprouvés pour prêcher le bon exemple à travers les actes à poser au cimetière et au retour du cimetière afin qu'ils soient reconnus comme de vrais chrétiens qui brillent par l'exemple et demeurent des modèles dans leur milieu de vie.

Gislain Wilfrid BOUMBA

CÉRÉMONIE DE PRÉSENTATION ET DE DÉDICACE DU LIVRE

«Le Divorce comme négation de l'amour conjugal. Ses conséquences sur l'enfant»

Préface de + Mgr Jean Laffitte, prélat de l'Ordre souverain de Malte.

Auteur: Staffen Yhanil Cheysnel Nkodia
Date: samedi 21 septembre 2019
Heure: 11h 00
Lieu: salle polyvalente de la cathédrale Sacré-Cœur de Brazzaville.

DOLISIE

Colonie de vacances pour les enfants du Centre d'accueil des mineurs de Mvoumvou de Pointe-Noire

Le site de Sala-Ngolo à Dolisie a accueilli 30 enfants du Centre d'accueil des mineurs de Mvoumvou (CAM) de Pointe-Noire, pour une colonie des vacances. Après neuf mois d'études, les responsables du CAM ont pris l'initiative d'organiser, comme chaque année, cette colonie des vacances qui s'est achevée le 1er septembre 2019. Pendant trois semaines, les enfants ont soufflé, dans une ambiance hors des contraintes et des devoirs de classe. Le mot d'ordre était: repos, loisirs, détente hors de la ville de Pointe-Noire.

Les enfants posant avec les encadreurs de la colonie

Pendant presque tout le mois d'août, les enfants du Centre d'accueil des mineurs de Mvoumvou se sont donné à fond pour la réussite de leur colonie des vacances à Dolisie, sous le thème: «L'enfant du CAM face à la découverte de la ville de Dolisie»

La colonie avait, naturellement, pour buts de faire découvrir aux enfants de CAM d'autres localités du Congo et aussi leurs cultures afin d'avoir une idée des différentes habitudes, comparées à celles ayant cours à Pointe-Noire.

Après Louvakou où s'est déroulée la 5e édition, les initiateurs s'étaient rendu compte que le phénomène dit des «enfants de la rue» commençait aussi à prendre de l'ampleur à Dolisie. Tenant compte de leurs expériences, ils ont eu l'idée d'organiser des rencontres entre les enfants du CAM et ceux de Dolisie, afin d'interpeler l'opinion sur ce phénomène.

Pour cette 6e édition, beaucoup d'activités ont été réalisées par rapport aux éditions antérieures: fabriquer des balais, des verres en bambou, ou encore visiter des sites, tenir un atelier d'éducation à la protection de l'environnement et de l'éducation affective et relationnelle, du sport, des soirées culturelles avec des jeunes catholiques venus de Brazzaville et de Dolisie. Des échanges sur le phénomène des enfants de la rue et des accompagnements spirituels ont eu lieu.

Chaque enfant du CAM a eu le temps de discerner sa propre expérience et de prendre le courage de témoigner sur sa vie passée avant de venir au Centre d'accueil des enfants mineurs de Mvoumvou. De l'avis de nombreux enfants, cette colonie a été l'une des meilleures qu'ils aient vécues.

Pour Jephté Hermannh Kibinda, chef du CAM à Pointe-Noire, tout le mérite revient tout d'abord à Mgr Bienvenu Manamika Bafouakouahou, évêque de Dolisie, pour l'accueil et l'autorisation d'organiser cette colonie à Dolisie avec son appui. Il a également remercié la Caritas diocésaine de Dolisie pour sa collaboration tout au long de leur séjour, et merci aussi aux agents du CAM pour leur disponibilité à l'endroit des enfants.

Le bilan a été positif, estimé à 85% le taux d'atteinte des objectifs retenus, les difficultés logistiques n'ayant pas permis la réalisation du 100%.

Madocie Déogratias MONGO

PUBLICATION DE BANS

Archidiocèse de Brazzaville

Mgr Anatole Milandou, archevêque de Brazzaville, annonce aux communautés paroissiales et religieuses de l'archidiocèse de Brazzaville qu'à l'occasion de la Messe de clôture du Jubilé des 175 ans d'Evangélisation du Gabon, Mgr Mathieu Madega Lebouakehan, évêque de Mouila (Gabon), ordonnera prêtres, trois diacres dont M. l'abbé Magloire Estève Moutsila, pour le compte de l'archidiocèse de Brazzaville. L'ordination aura lieu à Libreville en la solennité des Saints Archanges Michel, Gabriel et Raphaël, le dimanche 29 septembre 2019, à 9 heures.

L'archevêque de Brazzaville invite les communautés paroissiales et religieuses de l'archidiocèse de Brazzaville à soutenir le futur ordinand par leurs prières.

Diocèse de Kinkala

Mgr Louis Portella Mbuyu, évêque de Kinkala, a la joie d'annoncer aux différentes équipes pastorales, aux religieux et religieuses, à tous les ouvriers apostoliques du diocèse de Kinkala qu'à l'occasion de l'ouverture de l'Année pastorale 2019-2020, le dimanche 6 octobre 2019, à 8h30, à la Place mariale de la Cathédrale Sainte Monique de Kinkala, s'il plaît à Dieu, il ordonnera diacres, les séminaristes ci-après: Albert Nsayi, Benoit Sabas Bouende, Gilbran Beni Nzaba, Nophène Gildas Mouanga.

L'évêque exhorte à soutenir les ordinands par les prières.

P.S: Pour toute question importante concernant les ordinands, veuillez-vous adresser au vicaire général du diocèse de Kinkala; contact: 05.047.83.78/06.618.75.74. ou l'e-mail du diocèse: diocesekinkalal@yahoo.fr

ALPHABÉTISATION

Lutter en continu pour faire reculer l'analphabétisme

L'humanité a célébré le 8 septembre dernier la 53e Journée internationale de l'Alphabétisation sous le thème *«l'alphabétisation et le multilinguisme»*. Le Gouvernement a publié à cet effet un message lu par le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation Anatole Collinet Makosso. Celui-ci est revenu sur les défis à relever dans le domaine de l'alphabétisation bien que ses indicateurs ne soient pas alarmants et s'est engagé à promouvoir l'éducation multilingue pour tous.

Anatole Collinet Makosso

Faisant le bilan des efforts consentis dans le combat contre l'analphabétisme, Anatole Collinet Makosso a fait savoir que le Congo figure actuellement parmi les dix pays d'Afrique ayant un meilleur taux d'alphabétisation, avec 79,31 %. Malgré ce résultat satisfaisant, il subsiste une frange non négligeable de la population n'ayant pas bénéficié de la scolarisation ou l'ayant interrompu. Il s'agit principalement des populations autochtones et des filles-mères ayant décroché précocement la scolarité.

En s'arrimant à l'orientation de l'UNESCO relative à cette Journée, le ministre de l'Enseignement primaire a réaffirmé la détermination du Gouvernement à favoriser l'usage des langues maternelles tout au long du cycle d'apprentissage. Le Congo, a-t-il dit, entend «améliorer les capacités d'utilisation des langues nationales en alphabétisation fonctionnelle des adultes, notamment, en ce qui concerne l'alphabétisation fonctionnelle professionnalisant, l'alphabétisation numérique, l'éducation qualifiante et la post-alphabétisation».

La vulgarisation du multilinguisme à partir des langues maternelles, loin d'être une innovation, a été déjà amorcée dans le système éducatif congolais. «Il en est ainsi de nos compatriotes, les peuples autochtones, pour lesquels nous avons ouvert un dispositif spécifique adapté à leurs exigences culturelles à travers des classes ORA (observer, réfléchir et agir).»

De même, d'autres actions ont été entreprises, à savoir: la production par la direction générale de l'Education non formelle en collaboration avec SIL (Société internationale de linguistique) Congo, du matériel pédagogique en langues nationales (lingala et kituba) sur les règles d'hygiène; la lutte contre le paludisme et le VIH/Sida ainsi que la relance des cours d'alphabétisation en langue dans tous les centres d'alphabétisation du pays. «Toutes ces actions permettent, à la fois, de promouvoir les langues locales et de faciliter l'apprentissage des adultes analphabètes et des jeunes déscolarisés en vue de réduire considérablement les taux de décrochage scolaire, d'analphabétisme et d'illettrisme dans notre pays», a expliqué le ministre.

Pionnier dans ce domaine, le Congo mène la lutte contre l'analphabétisme depuis 1963, bien avant la proclamation le 8 septembre comme Journée internationale de l'alphabétisation par la 14e session de la Conférence générale de l'UNESCO le 26 octobre 1966. Cependant la couverture scolaire n'est pas encore à un niveau optimal. Ainsi, il y a lieu d'engager toutes les forces vives nationales dans la rude bataille de l'éducation pour tous.

Esperancia MBOSSA-OKANDZE

La diversité linguistique, un atout dans l'apprentissage

La clôture de la 15e Semaine nationale de l'alphabétisation placée sous le thème: «L'alphabétisation: le multilinguisme et l'apprentissage des adultes» a été couplée à la Journée internationale de l'alphabétisation édition 2019 au Congo. Célébrée au lycée de la Révolution, à Brazzaville, elle a été présidée par le directeur de cabinet du ministre de l'Enseignement primaire Adolphe Mbou-Maba, en présence d'un représentant de l'UNESCO, M. Banzouzi, et de la directrice générale de l'alphabétisation Laure Matongo.

Pendant l'exposition vente des manuels conçus en langues

C'est depuis 1966 que les intelligences se croisent pour bâtir des stratégies de lutte contre l'analphabétisme et l'illettrisme. Cette année, la réflexion a porté sur le multilinguisme, c'est-à-dire l'usage de plusieurs langues dans l'acquisition des compétences. Pour la directrice générale de l'Alphabétisation, le processus d'apprentissage est présent dans tous les aspects de la vie, mythologie, contes, artisanat, etc. De ce point de vue, l'usage de la langue locale est un élément non négligeable dans le processus d'installation des connaissances. «La conception des programmes d'enseignement en langue locale, surtout en alphabétisation des adultes peut effectivement améliorer, à la fois, la cognition et faciliter des apprentissages», a-t-elle souligné.

Ainsi la campagne de mobilisation communautaire a permis d'obtenir l'adhésion de nouveaux apprenants aux actions d'alphabétisation et de rescolarisation; l'expression libre et constructive des intervenants sur le développement des langues nationales et maternelles; la capitalisation par les participants des informations précises sur les bienfaits de l'alphabétisation et la rescolarisation, ainsi que sur les méfaits de l'analphabétisme et l'illettrisme, a-t-elle relevé.

Comme à l'accoutumée, la directrice générale de l'UNESCO, Mme Audrey Azouley, a publié un message lu par M. Banzouzi. Dans celui-ci, elle insiste sur la portée de la diversité linguistique dans le développement de l'éducation et de l'alphabétisation. L'utilisation de plus d'une langue est devenue plus courant, avec la mobilité accrue des populations et l'omniprésence croissante de la communication multimodale et instantanée.

Reconnaissant l'importance du multilinguisme en éducation, Adolphe Mbou-Maba a indiqué qu'il convient d'inciter les ministères de l'Enseignement à se doter d'un plan national fixant des objectifs clairs pour l'apprentissage des langues aux différents stades du parcours éducatif.

Depuis plus de sept décennies, l'UNESCO préconise les approches de l'éducation fondées sur la langue maternelle et le multilinguisme comme moyen d'améliorer la qualité de l'éducation et la compréhension interculturelle.

Remerciant tous leurs partenaires, en l'occurrence l'UNESCO et UNICEF pour l'appui accordé, il a rassuré la direction générale de l'Alphabétisation de la prise en compte des résultats de la campagne de mobilisation communautaire et de ses préoccupations, en vue d'intensifier la lutte contre l'analphabétisme et l'illettrisme au Congo.

A noter que la célébration de ces deux évènements a donné lieu à une exposition vente des manuels conçus en langues locales et maternelles dans l'enceinte du lycée.

E.M-O

ECONOMIE AFRICAINE

Accélérer la réforme réglementaire de l'activité économique pour développer le secteur privé

Il ressort de l'une des conclusions de l'Évaluation annuelle des politiques et institutions nationales (Country Policy and Institutional Assessment ou CPIA) publiée en juillet dernier par la Banque mondiale que la qualité des politiques publiques et des cadres institutionnels des pays les plus pauvres d'Afrique, en 2018, s'est peu, voire pas du tout, améliorée en moyenne.

La note CPIA moyenne attribuée aux 38 pays africains remplissant les conditions nécessaires pour bénéficier de l'aide de l'Association internationale de développement (IDA) est restée inchangée en 2018 à 3,1 sur une échelle allant de 0 à 6. Bien que la politique sociale s'est améliorée dans certains domaines, la gestion macroéconomique quant à elle s'est détériorée. Le contexte actuel en matière de primauté du droit, de redevabilité et transparence ainsi qu'en ce qui concerne la qualité des administrations publiques demeure un obstacle à l'utilisation efficiente des ressources publiques dans la région.

Le rapport CPIA de cette année sur l'Afrique examine plus attentivement la question de la gestion de la dette. En 2018, le montant de la dette publique par rapport au PIB a atteint, en effet, environ 54,9 % du PIB, soit une hausse de 18,5 points de pourcentage depuis 2013. La proportion d'obligations libellées en devises dans l'ensemble de la dette extérieure s'est accrue, dans le même temps, de 10 %, tandis que la proportion de l'endettement envers des créanciers commerciaux et extérieurs au Club de Paris a augmenté de cinq points depuis 2010 et les émissions d'obligations souveraines ont fortement progressé.

«Certains pays africains risquent d'hypothéquer l'avenir de leur population en privilégiant la consommation immédiate», a averti Albert Zeufack, économiste en chef pour l'Afrique à la Banque mondiale. «Lorsque les pays consacrent la majeure partie de leurs recettes au service de la dette, une quantité moindre de ressources est disponible pour l'éducation, la santé et d'autres services essentiels pour les habitants. Le progrès est alors stoppé net dans son élan.»

Combinés, la hausse des niveaux d'endettement et le glissement de la dette extérieure vers des sources de financement plus risquées, plus coûteuses et reposant davantage sur le marché ont sensiblement accru la vulnérabilité des pays IDA d'Afrique subsaharienne vis-à-vis de l'endettement. Le rapport recommande à ces pays d'améliorer leurs capacités et systèmes de gestion de la dette. Ce qui contribuerait à accroître la transparence et à stabiliser l'économie à long terme.

Avec une note de 4.0, le Rwanda continue d'occuper la première place au classement CPIA tant en Afrique que dans le monde. il est suivi, dans la région, par Cabo Verde (3,8) et le Kenya, le Sénégal et l'Ouganda (tous trois notés 3,7). Le Soudan du Sud reste le pays le plus mal noté (1,5) au classement CPIA.

Les pays fragiles d'Afrique subsaharienne ont légèrement amélioré leurs résultats dans les domaines de l'égalité hommes-femmes, du développement humain et de la stabilité environnementale. Ces progrès sont de bon augure pour la capacité de ces pays à s'attaquer aux facteurs de conflit et d'exclusion. En fait, les pays africains fragiles ont réalisé de meilleurs résultats en matière d'inclusion sociale que les pays fragiles d'autres régions du monde. La performance des pays africains IDA non fragiles est équivalente à celle des pays de même statut situés dans d'autres régions du monde, sauf - exception notable - en ce qui concerne les politiques d'inclusion sociale, où ils ont obtenu de moins bons résultats notamment en matière d'égalité des sexes.

Gerard Kambou, économiste senior et principal auteur du rapport CPIA, estime que «traditionnellement, l'amélioration de l'inclusion sociale et de la prestation de services a été un facteur crucial pour que les pays sortent de leur situation de fragilité, donc même quelques modestes pas en avant ont leur importance.» «Les pays africains, fragiles ou non, a-t-il poursuivi, doivent continuer de se concentrer sur les questions de genre, d'éducation, de santé, de climat et de gouvernance parallèlement à la gestion macroéconomique s'ils veulent réaliser des progrès réels et durables».

Le rapport recommande aux pays IDA d'Afrique d'accélérer la réforme de la réglementation de l'activité économique afin de promouvoir le développement du secteur privé et d'améliorer la mobilisation des recettes publiques intérieures en plus de renforcer leur gestion de la dette.

En ce mois de septembre, l'équipe du rapport entend participer à des échanges de vues dans plusieurs pays africains sur les résultats et recommandations publiés cette année.

V.M.

EDUCATION

L'école primaire de la Fraternité refait peau neuve

Hier école des cadres, l'école primaire de la Fraternité située à Bacongo dans le 2e arrondissement de Brazzaville a été réhabilitée. Elle dispose désormais d'un forage, d'un réfectoire, de salles climatisées, des latrines modernes… Au-delà de ces commodités, on note l'introduction de l'apprentissage des langues (Anglais et les deux langues nationales: Lingala et Kitouba) à titre pilote dans les programmes de cet établissement. Ce projet s'étendra - si les résultats sont avérés – à l'ensemble de tout le cycle primaire au niveau national.

Vue d'une salle de classe

Pour se rassurer sur l'état fonctionnel de l'établissement, le ministre de l'Enseignement primaire Anatole Collinet Makosso, en compagnie du directeur de Cabinet du premier ministre Rigobert Maboundou, l'ont visité le 30 août dernier, à la satisfaction de toute la délégation. Son inauguration interviendra en ce mois de septembre pour que dès le 1er octobre, il soit opérationnel.

Germaine NGALA

Etude de Maître Christèle Elianne BOUANGA-GNIANGAISE
Notaire à Pointe-Noire
1, Angle Avenues Commandant FODE & Benoît GANONGO,
vers le Rond-point Mess Mixte de Garnison
Immeuble MORIJA 1er étage, Centre-ville
B.P.: 1431; Tél.: 22 294 13 34105 736 64 64 République du Congo

ANNONCE LEGALE

«SEAS» SARLU

Société A Responsabilité Limitée Unipersonnelle
Au capital de Francs CFA: Dix Millions (10 000 000)
Siège social: 328, Avenue Marien NGOUABI, Centre-ville
Boîte postale: 1426
RCCM: CG/PNR/08 B 171
POINTE-NOIRE - REPUBLIQUE DU CONGO

Aux termes du Procès-verbal des décisions de l'associée unique de la société «SE.AS-SARLU», reçu par le notaire soussigné, le 29 août 2019, enregistré à Pointe-Noire, sous folio 158/15, n°7208; il a été décidé du transfert du siège social de ladite société du n°328, Avenue Marien NGOUABI, Centre-ville au no 9 Avenue MAFOUKA, Centre-ville, Pointe-Noire, République du Congo.
Mention modificative au RCCM a été effectuée par dépôt légal dudit Procès-verbal au Greffe du Tribunal de Commerce de Pointe-Noire, le 30 août 2019, sous le numéro 19 DA 1174, conformément à la législation en vigueur.
Fait à Pointe-Noire, le 04 septembre 2019

Pour mention et avis,
Maître Christèle Elianne BOUANGA-GNIANGAISE,
Notaire

MAITRE NOEL MOUNTOU
NOTAIRE
Titulaire d'une Etude sise à Pointe-Noire, Marché Plateau, à côté de la boulangerie MAURI du Congo, Rue MPANZOU, centre-ville, Tél.: (242) 06.660.81.10;
E-Mail : noelmountounotairel@gmail.com

«ROPETEC CONGO SARL»

Société A Responsabilité Limitée
CAPITAL: 1.000.000 FRANCS CFA
Siège social: Yard Océan Express, zone industrielle
POINTE-NOIRE
REPUBLIQUE DU CONGO

INSERTION LEGALE

Par acte en la forme authentique, en date à Pointe-Noire du vingt-cinq juillet deux mil dix-neuf, enregistré le trente août de la même année, Folio 113/7 n°347, le Notaire soussigné a reçu le procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire de l'Associée unique de la société «ROPETEC CONGO SARL», dont le siège social est situé à Pointe-Noire, Yard Océan Express, zone industrielle.
Aux termes dudit procès-verbal, l'Associée unique a, au titre des résolutions :
-Approuvé les états financiers de synthèse tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites par lesdits états financiers de synthèse;
-Approuvé le rapport de la gérance sur les conventions visées aux articles 350 et suivants de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique ;
-Décidé qu'il n'y a pas lieu de prononcer la dissolution anticipée de la société, et se prononce, en conséquence, pour la poursuite de l'activité ;
-Donné aux cogérants quitus de l'exécution de leur mandat pour l'exercice 2018.
Ladite décision a été déposée au Greffe du Tribunal de Commerce de Pointe-Noire et modification conséquente a été faite le 05 Septembre 2019 sous le n o 19 DB 433.

Pour avis,
Maître Noël MOUNTOU,
Notaire

ETUDE de Maître Jean Marie MOUSSOUNDA
Notaire à Brazzaville
1er étage immeuble City Center, Centre ville, BP: 14771
Tél. (00242) 81.18.93 ; 06.664.83.17; 05.522.06.60
NIU: P2005110002540126
E-mail: moussoundajeama@gmail.com
REPUBLIQUE DU CONGO

3MWATA

Société A Responsabilité Limitée
Au Capital de 1.020.000 F CFA
Siège: Mami Wata La Corniche BP.264 Centre ville
Brazzaville
RCCM CG/BZV/ 13 B 4769

DISSOLUTION ANTICIPEE

Aux termes d'un Procès Verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire sous seing privé de la Société dénommée «3MWATA», reçu par Maître Jean Marie MOUSSOUNDA en date à Brazzaville du 09 septembre 2019, dûment enregistrée à Brazzaville en date du 22 juillet 2019, aux Domaines et Timbres de La Plaine, sous Folio 131/23, n°2337, il a été procédé à la dissolution anticipée de ladite Société sus énoncée.

Dépôt de deux expéditions du Procès verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire, a été effectué au Greffe du Tribunal de Commerce de Brazzaville, le 02 Août 2019 sous le numéro 19 DA 279 les mentions modificatives ont été portées sous le numéro RCCM: CG/BZV/ 13 B 4769.

Pour insertion
Maître Jean Marie MOUSSOUNDA

Maître Léole Marcelle KOMBO
Notaire à Pointe-Noire
73, Avenue Barthélémy Boganda, en diagonale de la Clinique Les Oliviers
1er étage d'un immeuble R+2, Centre-ville, B.P.: 1718
Pointe-Noire, République du Congo

ANNONCE LEGALE

SOCIETE «CONGO GOLD»

Société Anonyme Unipersonnelle au capital de F. CFA: 10.000.000.
Siège social: 63, Avenue Général Alfred Raoul, Pointe-Noire,
République du Congo.
RCCM: CG/PNR/11 B 2643

DISSOLUTION DE LA SOCIETE

Suivant Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire, reçu par Maître Prosper MOUTSOUKA, Notaire à Pointe-Noire, en date du 24 Février 2019, enregistré à Pointe-Noire, aux domaines et timbres, le 05 Avril 2019, sous le folio 064/01 N°2776, l'actionnaire unique a décidé de la dissolution de la société CONGO GOLD SAU.
Dépôt légal: Le procès-verbal a été déposé au Greffe du Tribunal de Commerce, le 04 Septembre 2019, sous le dépôt n°19 DA 1185 et mention modificative a été portée au RCCM, à la même date, sous le numéro M2/19-4650.

Pour insertion légale,
Maître Léole Marcelle KOMBO

PORTRAIT

Désiré Kinzenguelé, un esthète de la photo

Agé d'une cinquantaine d'années, Désiré Kinzenguelé (Désiré Loutsono à l'état-civil) est un photographe congolais, autodidacte qui exerce ce métier depuis plus de trois décennies. C'est en 1976, alors qu'il est en classe de cinquième qu'il débute avec la photographie. Cette année, il décroche la première place à l'issue de la composition de passage en classe supérieure. Comme récompense, son frère lui offre un appareil photo de marque Compact 110.

Ainsi commence son aventure. Avec cette offre, sa passion pour la photo se développe davantage lorsqu'il se met aux côtés de son oncle Edouard Biantouma, un ancien laborantin du studio de photographie de l'Institut national de recherche et d'actions pédagogiques (INRAP) de Brazzaville.

Très vite, Kinzenguelé émerveille par la qualité de ses photos. Il est présent avec son appareil dans son quartier Moukondo qui l'a vu grandir. Il est aussi visible dans les établissements où il étudie, le collège Matsoua, à Moungali, et le lycée Drapeau rouge (actuel Chaminade) à Poto-Poto où il décroche son baccalauréat série D, en 1985. A cette époque, les photographes envoyaient les pellicules en France chez Tricar, et attendaient par la poste que le facteur leur dépose les photos à domicile des jours après.

Après son admission au baccalauréat, Kinzenguelé s'inscrit à la Faculté des sciences économiques de l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville. Mais, l'amour de la photographie illumine progressivement son cœur, et prime sur ses études universitaires. Il ne se concentre plus sur les études et abandonne son cursus universitaire en deuxième année pour se consacrer à la photo. *«Dans ma jeunesse, la photographie n'occupait pourtant pas une place de choix. Je voulais être conducteur de trains au CFCO ou douanier, mais j'ai fini par devenir photographe. C'est mon destin alors que j'ai construit ma vie grâce à la photo. Je nourris aujourd'hui le rêve de perfectionner mon art, notamment dans le cinéma où je souhaite devenir directeur de la photo»*, confie-t-il.

En 1997, avec la guerre qui survient à Brazzaville, Kinzenguelé se retranche à Pointe-Noire. A la fin de celle-ci, il revient dans la capitale et se refait. En 2003, il subit une formation sur la photo à Pointe-Noire et à Brazzaville. A son retour, il fonde, la même année, le «Collectif Génération Elili», le plus grand groupe des jeunes photographes dans la capitale.

De fil en aiguille, le collectif grandit et compte actuellement une vingtaine de membres actifs qui raflent des prix à travers le monde. Kinzenguelé en est

Désiré Kinzenguelé

une belle illustration, puisqu'il remporte le 2è prix de la photo sur la femme, le 8 mars 2014, à l'Institut français du Congo (IFC), à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la femme. Il présente des images sur la femme qui transmettent une certaine réalité.

Le travail de Désiré Kinzenguelé a fait l'objet de plusieurs expositions à Brazzaville et à Pointe-Noire. En 2013, il expose à l'IFC à Brazzaville, à Pointe-Noire, à Bamako, au Sénégal, au Cameroun, au Mexique, en France, aux Etats-Unis d'Amérique, en ex-URSS, en Espagne, en Normandie. Il a participé à différents stages successifs de formation et de perfectionnement organisés par David Damoison, Hector Mediavilla Sabaté, Elina Moriya, Bruno Boudjelal, etc., financés par l'Union européenne et l'AFAA. En 2005, il participe aux Rencontres de la photographie africaine. Grâce aux Workshops, aussi, il a suivi un stage au laboratoire « Noir et Blanc » de l'INRAP avec Edouard Biantouma. La même année, il est en résidence à Malte.

Photographe expérimenté, Kinzenguelé a, en 2014, à l'occasion de la Journée internationale de la musique, exposé à l'IFC de Brazzaville sur trente figures qui ont marqué et continuent de marquer l'histoire de la rumba congolaise pour leur rendre hommage.

Chevalier dans l'ordre du mérite congolais en 2016, il décroche le prix d'excellence des arts et des lettres en 2014.

Fort de ce palmarès élogieux, Désiré Kinzenguelé fait partie des figures de proue de la photo en République du Congo. Outre cela, il a pris part à de nombreuses expositions individuelles et collectives tant au Congo qu'à l'extérieur.

Photographe chevronné, il a participé à la réalisation du catalogue exposition Una Vita par l'Africa en Italie avec l'Ecole de peinture de Poto-Poto, édition, Liberia éditrice Florentina, 2006 ; à la réalisation du catalogue exposition sur Kiébé-Kiébé et le catalogue sur Marcel Gotène, du Musée galerie du Bassin du Congo, en 2012. Il a aussi collaboré dans plusieurs journaux et magazines du pays et du monde.

Alain-Patrick MASSAMBA

LANGUES

Le français en perte de vitesse dans le monde

En Grande Bretagne, au Québec et en Algérie, les signaux d'alarme se multiplient sur la langue de la France. La langue française serait boudée dans ses bastions historiques ou dans ses pré-carrés. En 2020, l'espagnol deviendra la seconde langue enseignée au Royaume Uni, selon la British Council. Au Quebec, l'apprentissage du français par les immigrés perd également du terrain au profit de la langue de Shakespeare. En Algérie, le ministre de l'enseignement supérieur a affirmé sa volonté de faire de l'anglais la première langue étrangère enseignée à l'université, au détriment du français.

Les enfants congolais sont en train d'apprendre la langue française en perte de vitesse dans le monde

Dans certaines instances internationales, comme les milieux économiques du monde, notamment dans le commerce international, le français est en perte de vitesse, en difficulté. Il est devenu plus une langue africaine. Pour la Francophonie, le français sera parlé par 477 à 747 millions de personnes dans un demi-siècle, dont les 2/3 sur le continent africain. L'Agence pour l'enseignement du français à l'étranger (AEFE), colonne vertébrale de l'enseignement du français dans le monde, offre 25 millions d'euros supplémentaires dès 2020 et les frais de scolarité seront rabaissés. C'est ce qu'a déclaré le ministre français des Affaires étrangères, Jean Yves Le Drian, lors de la conférence des ambassadeurs de France, organisée le 29 août 2019 à Paris. Pourtant, à la création de l'ONU, le 24 octobre 1945, seuls l'anglais et le français étaient admis comme langues officielles. Aujourd'hui, l'ONU a six langues officielles et de travail que sont l'anglais, le français, l'espagnol, le russe, le chinois et l'arabe.

Philippe BANZ

MUSIQUE CHRÉTIENNE

Belle Agniélé célèbre ses dix ans de carrière

«Le gospel au cœur du développement de la nation», tel est le thème choisi par la chanteuse chrétienne congolaise Belle Agniélé, pour la célébration, cette année, de ses dix ans de carrière artistique. Samedi 7 septembre 2019, au stade annexe Président Alphonse Massamba-Débat, l'artiste a organisé une rencontre de football loisir qui a mis aux prises Amical club campement (ACC) et Mouléké- campement-Kintélé (MCK) de Ouenzé, deux équipes de l'arrondissement 5 Ouenzé. A l'issue de cette rencontre dotée d'une coupe remportée par ACC sur le score de deux buts à zéro, Marvine Dieutavie Belle Agniélé Moundélé (c'est le nom de l'artiste à l'état civil) s'est prêtée à nos questions.

Tout d'abord, quels sont vos sentiments, à l'issue de cette rencontre de football loisir?

**Ce sont des sentiments de joie que j'éprouve. Avant le début de la rencontre, j'avais souhaité que les meilleurs gagnent; les meilleurs ont gagné. Je félicite l'équipe qui a remporté le trophée mis en compétition. Et puis, j'adresse mes encouragements à l'équipe qui a perdu. Pour moi, c'est une grande joie. En tant que native de Ouenzé, j'ai organisé cette rencontre qui a regroupé deux équipes de cet arrondissement et qui s'est terminée en toute beauté. Je dis merci aussi aux populations de Ouenzé d'avoir répondu à mon appel.

Pourquoi avoir jeté votre dévolu sur le football?

**Pour moi, c'est, simplement, une façon aussi de communiquer, à l'occasion de mes dix ans de carrière. J'ai choisi plusieurs activités,

Belle Agniélé avec le capitaine d'ACC et son producteur Claude Isidore Miéré

en dehors du football. Il y a aussi une campagne de sensibilisation pour la lutte contre la drépanocytose. Juste après ici, nous allons nous retrouver à Ouenzé pour parler de la drépanocytose avec la population. J'ai choisi Ouenzé, parce que c'est là où je suis née, j'y ai grandi, j'ai voulu honorer la population de cet arrondissement.

Qu'est-ce qui est prévu, dans le domaine artistique, dans le cadre de cette célébration?

**Nous avons deux grands concerts à Brazzaville, le 6 octobre, à l'hôtel Ledger Maya-Maya, et le 12 octobre à la Préfecture. Après, nous irons à Oyo, Sibiti, Tchikapika, Ouesso, etc. Pour terminer à Pointe-Noire. C'est une grande tournée, en fait, qui est en vue, dans le cadre de cette célébration.

Pour conclure, auriez-vous quelque chose à dire à vos fans?

**Aujourd'hui, j'ai dix ans de carrière, dix ans de marche avec le Seigneur. Mes fans m'ont soutenue pendant une décennie. Je leur donne rendez-vous les 6 et 12 octobre prochains à l'hôtel Ledger Maya-Maya, et à la Préfecture de Brazzaville. Je leur demande de venir très nombreux à ces rendez-vous. Ils ne le regretteront pas.

Propos recueillis par Véran Carrhol YANGA

AVIS DE VENTE

Particulier vend un terrain de 1460m², soit 3 parcelles et demie, au bord du Djoué à Mantsimou, terrain plat (réf. usine IMPRECO).

Contact: 06 494 60 93
04 494 92 99

SCI Les Tecks

Société Civile Immobilière,
au Capital de 2 000 000 F. CFA
Siège Social: 80, Avenue Nteta, Côte Sauvage, Pointe-Noire

A la date du 15 avril 2015, il a été constitué une société civile immobilière, immatriculée au RCCM sous le N°CG/PNR/15 D 54, présentant les caractéristiques suivantes:
Forme juridique: Société Civile Immobilière;
Dénomination: SCI Les Tecks;
Siège social: Rue Ngouédi, face hôtel Elaïs;
Capital: 2 000 000 F. CFA;
Objet: administration et location d'immeubles;
Administration: Patrick DARON, Gérant.
A l'occasion de l'assemblée ordinaire du 15 avril 2019, les associés ont transféré le siège de la société au numéro 80 de l'Avenue Nteta, vers la Côte Sauvage, à Pointe-Noire.
Dépôt du procès-verbal de l'assemblée générale au greffe sous le numéro DA 698.
Mention modificative du RCCM sous le numéro M2/19-4012

Pour insertion légale

ELIMINATOIRES DE LA CAN U23

Le football congolais poursuit son chemin de croix

Le dernier tour des éliminatoires de la CAN U23 s'est achevé dans une grande déception pour les férus congolais de football, dimanche 8 septembre 2019 au Stade Massamba-Débat à Brazzaville. Parce que les ''Espoirs'' locaux ont concédé un match nul face à la Zambie qui leur montre la porte de sortie.

Battus à l'aller à Lusaka sur le score de 2 à 1, les Diables-Rouges U23 nourrissaient l'espoir de renverser la vapeur au match retour à domicile. La tâche semblait certes difficile, mais pas impossible. Car les sportifs congolais espéraient encore que leurs moins de 23 ans rééditeraient l'exploit du tour précédant face au Burundi. Mais l'histoire ne s'est pas répétée. La revanche sur la Zambie, clamée haut et fort, n'aura pas lieu.

Pourtant, les Congolais ont bien ouvert le score dès la 12e minute de jeu par Guy Mbenza, sur un penalty longtemps contesté par les Zambiens. En mettant la pression sur leurs hôtes, les Diables-Rouges U23 n'étaient pas loin d'un KO, comme pour paraphraser les spécialistes du noble art. Dommage, ils l'ont éloigné…si loin que les Zambiens ont salué la mi-temps après avoir égalisé par Enock Mwepu (32e).

Les Zambiens ont commencé à s'applaudir de plus belle à la reprise, Sakala (51e) ayant marqué le deuxième but. Malgré un forcing des Diables-Rouges qui aboutira à l'égalisation (Témopélé, 75e) et au troisième but, œuvre de Makouta (80e), les Zambiens, par un contre suffisamment appuyé, égalisaient à leur tour, pour la deuxième fois par Enock Mwepu (86e). Dès lors, le rêve de la qualification du Congo était définitivement brisé.

A la fin du match: le soulagement des Zambiens contraste avec la déception des Congolais

Les défaillances des Diables-Rouges sont d'ordre collectif et individuel. Ils ont servi un jeu haché, avec une défense hésitante, un milieu de terrain peu imaginatif et une attaque dont les éléments se sont essayés plutôt à des solutions individuelles. Et au plan individuel, ça a presque été le fiasco avec ceux censés diriger la manœuvre.

L'élimination des Diables-Rouges U23 survient quelques jours après celles d'Etoile du Congo et de l'AS Otohô en coupes africaine des clubs. Le public congolais ne se sent naturellement pas de joie devant un tel tableau. Mais, au-delà de ces éliminations en série, c'est toute la politique de gestion et d'encadrement technique et administratif du football congolais qui est à revoir. Les dirigeants de la Fédération congolaise de football (FECOFOOT) et des clubs, sauront-ils désormais définir des objectifs précis à atteindre dans leur quête de sortir le football congolais de son train-train quotidien et de ses matchs de championnat national routinier, qui ne déchaînent même plus de passion?

Guy-Saturnin MAHOUNGOU

Congo: Joe Ombandza (Cap.); Prince Mouandza-Mapata (puis Nkounkou-Maléka, 82e), Julfin Ondongo, Guy Danga, William Nkounkou (puis Bercy Langa, 55e); Brel Mohendiki, Gaius Makouta, Chandrel Massanga-Matondo (puis Prince Obongo, 46e); Guy Mbenza, Jacques Témopélé, Brel Nongo. Coach: Jean-Elie Ngoya.

Zambie: Banda Mangani; Moses Nyongo, Solomon Sakala, Field Kandala, Prosper Chikluya; Enock Mwepu, Junior Sakala (puis Kings Kangwa, 58e), Ngosa Sunzu ; Lameck Banda (puis Lungu, 73e), Shemy Mayembé, Patson Daka. Coach : Chambeshi Beston.

RETRAITE DE SAMUEL ETO'O FILS

Salut l'artiste!

Agé aujourd'hui de 38 ans, l'attaquant camerounais Samuel Eto'o a décidé de mettre fin à sa très riche carrière de footballeur. Il a annoncé son retrait des pelouses en République Démocratique du Congo, vendredi dernier, lors d'un forum économique à Kinshasa.

La nouvelle est tombée drue. Surprenante. Mais ce qui commence sous le soleil a toujours une fin. Et l'on entame une carrière pour la terminer un jour… Pour Samuel Eto'o le moment est venu. Il a commenté lui-même son prochain départ: *«J'ai besoin de me reposer. J'ai couru pendant 24 ans. Je pense qu'il est temps que je profite avec mon épouse de mes enfants».*

Ce n'est pas tous les jours que l'on possède un joueur de la classe de Samuel Eto'o. Il a été un ''crack'' du football par ses qualités et ses performances. On affirme que *«c'est surtout dans la diversité technique du dernier geste décisif qu'il convient de souligner son efficacité.»* Efficacité qui se résume en deux mots: *«adresse prodigieuse dans la maîtrise du ballon, faim énorme des buts, c'est à dire désir fou d'expédier le ballon dans les filets adverses.»* Dès qu'il se trouve à proximité des bois, il paraît être habité d'une force surnaturelle, d'une surpuissance qu'on a souvent comparée chez d'autres grands buteurs à la férocité du fauve affamé, comme le Portugais Cristiano Ronaldo et son ancien coéquipier au FC Barcelone, Lionel Messi. Mais comment ne pas insister d'abord et avant tout sur l'habileté quasi-diabolique qui lui permet de se jouer de toutes les difficultés. Son jeu de tête n'est plus à vanter; ses frappes lobées ou croisées réalisées en mouvement sont tout aussi précises que celles décrochées sur coups de pieds arrêtés.

Eto'o va arrêter de jouer, après avoir glané un lot de trophées. Avec l'Equipe nationale du Cameroun, il est champion d'Afrique deux fois, en 2000 et 2002 ? et a remporté les Jeux Olympiques en 2000. Au plan européen, il a remporté trois fois la Ligue des champions, en 2006 et 2009 avec le FC Barcelone, et en 2010 avec l'Inter de Milan. Sur le plan individuel, il est sacré quatre fois Joueur africain de l'année et détient le record du plus grand nombre de buts inscrits en phase finale de CAN (18 buts).

Comme on le voit, Eto'o a presque tout gagné sauf la Coupe du monde, malgré quatre participations à la plus prestigieuse compétition sportive de la planète. Voilà le palmarès de ce garçon qui débarqua en Europe en 1995, à 14 ans, comme un clandestin, et repartit au Cameroun au bout de plusieurs mois d'errance en France. Il revint en Espagne plus fort, armé d'une inoxydable foi en lui-même. La suite, on la connaît.

Samuel Eto'o s'en va. Toutefois il a songé à sa reconversion. *«Dans quelques semaines, dans quelques mois, vous me verrez bien en train de faire autre chose»,* a-t-il indiqué. Des médias affirment qu'Eto'o va être chargé par le président de la CAF *«des relations avec les fédérations et les confédérations».*

Jean ZENGABIO

POINT DE VUE

La CAN de 2021: bis repetita ou vers un nouveau fiasco au pays de Roger Milla?

C'est par des insultes et des vociférations menaçantes à l'endroit du patron du football africain, le Malgache Ahmad, que les Camerounais réagirent, lorsque le comité exécutif de la Confédération africaine de football (CAF), réuni vendredi 30 novembre 2018 à Accra (Ghana), décida officiellement de retirer l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2019 à leur pays, lançant dans le même temps un appel à candidatures pour trouver un remplaçant. Choc et indignation.

Cette humiliation nationale écorchait encore plus la fierté de ce vaillant et dynamique peuple qui sortait d'une élection présidentielle calamiteuse, ajoutant ainsi un autre feuilleton au tableau déjà sombre et dont on pouvait faire l'économie. Car ce pays, cette Afrique en miniature (J-C Bruneau), est déjà, depuis quelques temps, labouré par une double crise: les velléités de sécession des parties sud-ouest et nord-ouest du pays et d'imposition de la charia dans l'extrême nord. S'ensuivait la chasse aux responsables de cette «honte nationale». Pour le gouvernement et quelques fidèles, très minoritaires, c'est une injustice et une conspiration orchestrées par la CAF avec tous les efforts consentis pour réaliser les grandes œuvres. «Cette décision est étonnante à plus d'un titre, souligne l'ex ministre de la Communication, M. Issa Tchiroma Bakary, car elle ne rend justice ni aux investissements colossaux consentis par notre pays, ni à l'engagement du peuple camerounais. Notre pays a fait l'objet d'un traitement qui ne peut que susciter des interrogations». Il ne pouvait pas tenir un autre discours que de jouer les victimes de la décision de la CAF. Pure stratégie de communication. Simple bruit. Et pourtant les dirigeants camerounais devraient être les derniers à s'étonner. Pour les autres, majoritaires, aucune machination de la CAF qui a été même très patiente. L'unique responsable est le gouvernement à qui incombe la faute d'avoir accusé beaucoup de retard dans la construction d'infrastructures sportives, hôtelières et routières pour recevoir les vingt-quatre équipes et leurs délégations. Dans les grandes villes du pays comme Yaoundé, Douala, Garoua et Bafoussam, aucun stade n'était et n'est prêts jusqu'à maintenant. Ne parlons pas des routes, des structures sanitaires. Le calcul politique était sans doute de permettre au président Biya, élu pour la énième fois, avec la tenue et la réussite de cette fête africaine du football, de soigner son image. Mais c'est sans compter avec les longues mains basses de certains commis de l'Etat et quelques hommes d'affaires impliqués dans l'organisation de cette CAN. Cet échec augura des lendemains sombres et incertains, fragilisant un peu plus ce régime vieillissant, terne et en putréfaction

Père Saturnin Cloud Bitemo

très avancée. Et pourtant, quelques esprits lucides et critiques, connaissant parfaitement les méandres de l'administration camerounaise, comme Patrick Mboma, avaient déjà attiré l'attention du pouvoir quant à la lenteur dans l'exécution des travaux. *«Quand je vois l'état d'avancement des travaux au Cameroun,* disait l'ancien avant-centre de l'équipe nationale fanion de football en août 2018 sur les antennes de RFI *(…), le travail est loin d'être achevé (…). Lorsque je discute avec gens au pays au sujet de la construction du stade à Douala, de l'état de routes et du stade de Bafoussam; du grand stade Paul Biya, rien avance ou presque. Pas suffisamment vite en tout cas».* Lors de son dernier séjour à Abidjan en juillet 2019, Patrick Mboma a encore tiré la sonnette d'alarme sur les mêmes causes. C'est depuis 2014 que le Cameroun avait été choisi pour abriter de cette grande fête du football africain dans son nouveau format, au pays de Roger Milla, Théophile Abega, Thomas Nkono, Antoine Bell, et Samuel Eto'o pour ne citer que ceux-là. Donc quatre ans avant la compétition contrairement en 1972, où le Cameroun ne disposait que de deux ans pour préparer l'évènement que personne d'ailleurs ne voulait pas. Et le pari avait été tenu. Ce pari qui n'avait pas été tenu pour la CAN 2019 risque de ne pas être tenu pour la prochaine CAN. La prochaine visite des experts de la CAF nous situera à propos. Mais rien, pour l'instant, rassure. De passage dernièrement dans les villes de Garoua, Bafoussam et de Yaoundé, j'ai pu faire, avec consternation, le constat de l'arrêt ou du moins de la grande lenteur dans la finalisation des travaux. C'est clair que la récession économique dans la zone CEMAC explique, sans doute, cette lenteur. En fait, le trésor public camerounais, sollicité de façon continue par les crises dans les zones anglophones et dans l'extrême nord, et aussi par l'élection présidentielle, n'a pu réagir à temps selon les prévisions du gouvernement pour la finalisation, dans les délais, des grands projets de la CAN. Une des raisons du glissement de date.

Mais il y aussi les questions sécuritaires. Nul n'ignore que l'organisation d'un évènement aussi important à l'échelle continentale répond à bien d'autres critères que les installations hôtelières ou sportives. Il y a surtout la sécurité. C'est là qu'il faut chercher l'autre cause principale de cet échec. Les deux foyers de tension dans le pays ont beaucoup pesé dans la décision de la CAF même si ce n'était pas mentionné dans sa lettre officielle envoyée aux autorités camerounaises.

Comme solution à la crise dans les zones anglophones, le gouvernement camerounais, avec l'aide de celui du Nigeria, opte pour la stratégie du *«pourrissement»,* c'est-à-dire, l'essoufflement avec le temps, pour décourager les Amba boys (les jeunes qui ont pris les armes dans cette zone). Sans base arrière, difficile pour eux de tenir une journée de combat. Mais cette stratégie a montré ses failles. D'ailleurs, la porosité de la longue frontière (2000 km) entre les deux pays associée aux différents trafiquants d'armes (même au sein de l'armée) dans ce géant désorganisé africain ne facilite pas les choses.

Il est temps de changer d'approche en dialoguant avec l'autre partie. C'est peut-être le message que la CAF voulait faire passer à la communauté internationale silencieuse face à cette crise et pourtant très engagée quand il s'agit de repousser et même d'anéantir le groupe militaro-religieux Boko Haram, encore très actif dans l'autre extrême du pays. Cela saurait été du pain béni pour ce régime si la CAF avait pris une décision contraire. N'est-ce pas une pression «polie» de l'instance du football africain au gouvernement et au peuple camerounais de juguler d'abord ces crises internes qui divisent le pays avant de postuler à organiser un événement d'une telle envergure qui unit des différents peuples? Il n'y a pas de plus grand bonheur que la venue d'un hôte dans la paix et l'amitié, dit un proverbe africain.

C'est enfin une occasion pour les instances camerounaises du football de redorer le blason de ce sport roi, dirigeants qui excellent plus dans les intrigues, la mafia, la corruption et les luttes fratricides autour de l'affaire Nkap (argent) que la gestion normale d'un sport qui a donné à ce pays une visibilité internationale. Cette décision n'avait été ni la première ni sans doute la dernière fois de retirer à un pays l'organisation de la coupe d'Afrique pour contrat non respecté et pour tout autre cause. Mais au regard de la triste réalité sur le terrain dans le retard des exécutions des travaux et de la persistance des crises dans les zones nord et sud-ouest et dans la partie septentrionale, le gouvernement et tout le peuple camerounais ne courent-ils pas le risque de se voir à nouveau retirer la CAN 2021? L'avenir des crises sécuritaires est étroitement lié à la tenue ou non de la CAN dans ce pays.

Avec ses différentes participations à la phase finale de la coupe du monde et ses quatre titres de champion d'Afrique, le Cameroun a fait vibrer toute l'Afrique et le monde entier. Les prestations des Lions ont non seulement fait gagner une cinquième place à l'Afrique en phase finale de la coupe du monde, mais aussi participé à ce combat contre le regard méprisant des hommes à peau clair sur les Noirs d'Afrique et d'ailleurs. Ce pays ne mérite pas ça. Non pas du tout.

Saturnin Cloud BITEMO, SJ

Un «assassinat» au CHU: «L'électricité nous a trahis...»

C'est par ces mots qu'un médecin, neurochirurgien au Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville (CHUB), annonce à une épouse restée depuis deux semaines sous le flamboyant qui sert d'abri aux garde-malades au service de réanimation, la mort de son époux.

Guy Robert Akouli, conseiller en entreprise, cadre d'une association professionnelle locale et militant chrétien engagé, a subi deux interventions chirurgicales crâniennes pour soulager des maux de tête qui le tourmentaient depuis plus de deux mois et qui ont fini par former des hématomes au cerveau.

Après une semaine de coma profond, Guy a été récupéré et placé sous coma artificiel. Ce qui a donné un peu d'espoir à tous: épouse, enfant, famille, collègues, amis et connaissances. Les doutes qui planaient sur la capacité du CHUB à pouvoir exécuter une opération aussi délicate que la neurochirurgie, avaient commencé à se dissiper pour laisser la place à de la reconnaissance pour nos médecins qui, sont aussi compétents que les autres. Une semaine après, les infirmiers annoncent le sevrage, puis la préparation au réveil. Ils font acheter à Desi, l'épouse de Guy, 4 coussins médicalisés pour préparer ce réveil. Ceci se passe le dimanche 1er septembre2019 à 10h00.

Le lundi 2 au soir, Desi visite son mari. Pour la première fois, elle peut communiquer avec lui: Guy serre les mains de son épouse en réponse, bien qu'encore dans l'inconscience totale.

«Guy est en train de revenir!», s'exclame Desi, en sortant de la salle de Réa.

Mais c'était sans compter avec les pannes de courant dans notre ville.

En effet, le 2 septembre 2019, aux environs de 23h15, Desi qui dormait, a été réveillée par sa tante lui annonçant: *«Le courant est parti!»*. Prise de panique, Desi se met à pleurer, priant Dieu pour que le rétablissement de l'électricité dans les secondes qui suivent. Mais non…Il a fallu attendre quinze minutes. Quinze longues minutes. Toute une éternité quand on sait qu'il y a des vies en danger. Quinze autre minutes plus tard, une infirmière arrive pour demander deux draps à la famille Akouli. Desi ne comprend pas et décide de rentrer de force. C'est à ce moment qu'elle trouve le médecin neurochirurgien, le docteur B., debout, perdu, sans parole, entouré de X, infirmier, autour du lit de Guy, un lit en apparence bien équipé des appareils modernes de réanimation. *«Le courant nous a trahis; on a tout fait pour le réanimer, mais hélas...»*, 30 minutes fatales, sans électricité dans le plus grand hôpital de Brazzaville. Du Congo!

Comment peut-on comprendre que dans un service de réanimation où les vies sont sous assistance respiratoire constante, donc dépendantes de l'électricité, qu'il n'ait pas été prévu des batteries capables de tenir ne fût-ce que 15 minutes?

Hélas? Comment se fait-il que ni le CHUB, ni la société Energie Electrique du Congo (EEC) ne soient capables de comprendre que ce service est sensible et qu'il est inadmissible d'avoir une panne de courant fantaisiste à ce niveau?

Hélas? Oui, docteur. Simplement hélas, parce que nous sommes dans un pays où les seules responsabilités qui sont établies sont celles d'atteinte à la sûreté de l'Etat. Et que jamais un procureur de la République, ni aucune autre autorité de ce pays, quel que soit son rang, ne saurait s'intéresser au sort véritable des Congolais. Qui pourrait attaquer le Directeur Général du CHU ou de EEC pour atteinte à la sécurité sanitaire des Congolais?

Il n'y a pas de *«hélas»* Docteur. Guy a été assassiné tout comme nombreux de Congolais morts en silence dans ce service de réanimation pour les mêmes raisons et dans les mêmes circonstances.

Pour vous, docteur et le CHUB, vous avez perdu le patient de la chambre individuelle. Un autre viendra dans ce lit et vous vous en occuperez de votre mieux pour justifier votre salaire. Pour la EEC, pendant cette coupure, quelqu'un, simplement quelqu'un, est mort au CHUB. Mais c'est réparé! y a plusieurs autres «quelqu'un» qui sont restés vivants et qui ont applaudi le retour de courant. Pour le Gouvernement et toutes les autorités de ce pays, la coupure a fait des dégâts. Et Guy Akouli est un dégât. Sans plus.

Quelqu'un se souvient-il encore du cas Vincent Lambert en France? Une affaire de famille qui a vu tout un pays et un continent s'indigner? Débrancher les appareils d'un patient sous assistance respiratoire est un crime.

Mais existera-t-il un jour une affaire Guy Akouli ou une affaire *«homicides volontaires avec complicité de meurtre par le CHUB et la EEC au Congo-Brazzaville»?* Peut-être le jour où dans ce pays, nous aurons de vrais dirigeants dont la première préoccupation sera le bien-être et la sécurité sanitaire des Congolais, non comme un ensemble vide, mais de chaque Congolais connu et cité par son nom. Guy Akouli fut un de ces Congolais. A 50 ans juste, il meurt assassiné sans que personne ne se soucie de ses sept enfants, âgés de 6 à 20 ans!

Ce qui est certain, c'est qu'il y a, en ce moment, d'autres Congolais victimes de cette bande organisée du CHUB et EEC, dans l'indifférence totale.

Paul DAH

RDC

Une occasion manquée de se distinguer positivement dans l'histoire politique africaine

Il a suffi de peu, vraiment de peu, pour que la RDC, déjà connue et convoitée par toutes les grandes puissances mondiales pour ses richesses naturelles, bascule de vrai et avec élégance et dignité dans la cour très restreinte des grandes nations morales et politiques d'Afrique noire. C'est le rêve caressé par beaucoup d'enfants de la rive gauche du fleuve Congo.

Si sa position géographique et sa superficie en Afrique s'y prêtent, les dernières élections générales de décembre 2018 offraient une occasion idéale pour la concrétisation de ce rêve. La bonne organisation de ce scrutin devrait rejoindre les joies de la récompense du prix Nobel remporté cette année par un de ses fils, le Dr Denis Mukwege. Déjà à la fin des années 50, Frantz Fanon, écrivain et psychiatre martiniquais, avait, dans ses grandes intuitions politiques sur l'avenir du continent noir, prédit et lié le développement ou la déstabilisation de celui-ci au destin politique de ce grand Congo. Une intuition que la réalité ne dément pas. L'instabilité politique chronique des pays des Grands-Lacs est étroitement liée au bégaiement et aux aléas de l'histoire politique de l'ex-Zaïre. Hélas, une fois de plus, ce pays, comme à bien d'autres occasions, s'illustre délibérément par le refus d'entrer dans le cercle fermé des pays qui comptent politiquement, capables d'influer sur la marche du monde. Il préfère se cantonner, avec regret, dans ce rôle tragique et destructeur de son propre avenir, initié par l'Anglais Stanley, pour le compte de Léopold II, à la fin du XIXème siècle (qui en avait fait son jardin personnel) jusqu'aujourd'hui, en plein 21ème siècle: une colonie d'exploitation, c'est-à-dire réservoir des matières premières et débouché des produits finis pour les industries occidentales ou étrangères. Bien sûr, la responsabilité des malheurs de la RDC ne peut être attribuée aux seuls facteurs externes: ce pays est aussi «malade de lui-même». C'est la triste réalité. Plus triste encore la voracité des loups de satrapes congolais qui perpétuent le même système de prédation, de pillage et de bradage des ressources naturelles jusqu'à en faire un système de gouvernement, sacrifiant sur l'autel de leurs intérêts égoïstes plus 82 millions de personnes. Ils sont les gardiens avares des privilèges et des biens qui passent, plutôt que de devenir des *«gardiens»* de leurs concitoyens. Généralement, une telle posture politique éloigne les tenants du pouvoir du chemin du droit pour prendre des raccourcis dangereux aux lendemains incertains, chemin pourtant bien balisé de tous un cadre juridique sans ambiguïté. Ils parviennent avec finesse, à plomber toute la machine. La seule lutte qui compte pour eux, c'est la survie politique, la confiscation de tous les leviers du pouvoir par tous les moyens, par peur de la justice. Et la ruse trouvée par Kabila et compagnie est la manipulation paradoxale et surtout d'une manière opportuniste, du patriotisme dont la fibre dans cet ex-Zaïre tire au loin ses racines. Par patriotisme, nous entendons ce sentiment partagé d'appartenance à un même pays, la patrie, sentiment qui renforce l'unité sur la base de valeurs communes. Il conduit à ressentir de l'amour et de la fierté pour sa patrie. Le patriote est prêt à se dévouer ou à se battre pour elle afin d'en défendre les intérêts.

Face aux violences coloniales, Emery Patrice Lumumba s'illustra, avec la fougue de sa jeunesse, par un patriotisme pour lequel il paya de sa vie. Dans un discours non prévu par le protocole et aux relents patriotiques bien prononcés, le 30 juin 1960, lors de l'accession du pays à l'indépendance, le premier ministre congolais d'alors dénonça sans concession ni diplomatie la barbarie et le rejet de l'homme noir par l'homme blanc devant le roi Baudoin, humilié. Son indignation fut d'autant plus grande que ce discours provenant d'un homme, ministre soit-il, appartenant à la race dite inférieure (Gobineau). Le discours «politiquement incorrect» fit signer l'arrêt de mort de son auteur, Lumumba. Mais, les esprits de plusieurs générations furent marqués à jamais par son courage et ses rêves pour son pays et pour l'Afrique. *«Nous voulons pour notre pays, écrivit-il à sa femme, son droit à une vie honorable, à une dignité sans tâche, à une indépendance sans restrictions… et l'Afrique écrira sa propre histoire…»*

Mais avant lui, il faut nommer Simon Kimbangu, qui, le premier, a manifesté les signes de ce patriotisme. Mais le présenter comme l'un des premiers patriotes relève de l'anachronisme dans le sens où bien des années après la mort de l'enfant de Kamba (1950), cette ex-colonie belge n'existe pas encore juridiquement comme un Etat. Mais son combat pour le respect du Noir à cette époque pose les jalons de ce patriotisme. Simon Kimbangu naît dans un pays que le colon belge baptise vite Congo-belge. L'histoire du Congo belge est celle de l'exploitation sauvage et inhumaine d'un immense pays par un minuscule pays, quatre-vingts fois plus petit que sa colonie en étendue. Ce pays croule sous la férule des petits colons belges. Leur comportement est si sauvage qu'aujourd'hui on se demande si ces petits colons belges étaient vraiment des humains. On passe vite à l'indignation et à la révolte pourvu qu'on ait du tempérament. Et pendant un siècle, les colons belges firent vivre aux colonisés une existence d'enfer. Les violences et exactions qu'ils exercent sur les populations inoffensives dépassent l'imagination. Pour ces petits colons belges, la vie des indigènes n'avait aucun prix. Au moindre motif, on les éventre, on leur coupe les mains, on leur fait subir des supplices inimaginables. Simon Kimbangu vient au monde dans ce climat de terreur où le destin de son pays paraissait scellé. Il n'est donc pas étonnant si la révolte gronde. En tout cas, dans les milieux noirs de Léopoldville où existent ces sujets un peu remuants appelés bientôt évolués, circulent les écrits et l'idéologie de l'animateur de la renaissance de Harlem du début du XXème siècle Marcus Garvey. Il prône le retour en Afrique des Afro-américains. En Afrique où naîtra une grande nation noire, ce qu'il appelle Negro World. Et que les Noirs se doivent donc de créer leur propre religion. Il prêche aussi le retour des Noirs américains en Afrique, enseigne que le Christ était noir, et appelle les Africains à créer leur propre religion. Un climat d'insécurité règne dans la colonie. C'est le contexte socio-historique de l'avènement de Simon Kimbangu.

On ne peut douter que, aspirant à la libération de l'Afrique, Simon Kimbangu n'ait été au courant des idées qu'agitait Marcus Garvey. Nous avons effectivement la certitude qu'au moment où Simon Kimbangu se trouvait à Léopoldville, les idées d'une grande Afrique de demain libérée des colons étaient dans l'air. S'il est, par conséquent, erroné de lui attribuer la paternité du projet de décolonisation des pays, Simon Kimbangu sera le grand vulgarisateur et non l'inventeur de l'idéologie de la libération des Noirs et de la fondation d'Etats nègres puissants. C'est ce souffle de vie qu'a porté sans doute Patrice Lumumba.

De ce patriotisme, malheureusement, il en restera juste une coquille vide ou une simple façade durant le long et mortifère régime de Mobutu qui en fera usage au gré de ses intérêts politiques. Tant que l'Occident, durant la guerre froide, garantissait son pouvoir et ses prébendes, ce patriotisme consistait à chanter les louanges du «messie» que les médias d'Etat se chargeaient de diffuser obligatoirement. L'homme s'appelait Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu wa Za Banga, c'est-à-dire Mobutu le guerrier qui va de victoire en victoire sans que personne puisse l'arrêter. On finit par se prendre pour un dieu quand l'ivresse du pouvoir et ses corollaires, la violence et l'argent facile, atteignent des sommets de non-sens ou de points de non-retour.

Durant les vingt et un an du règne des Kabila, la même musique fut reprise et chantée quant à ce patriotisme frisant la duperie et puant le calcul politique. Pour le père, c'est quand les nouveaux maîtres ougandais et rwandais, qui venaient de faire tomber le dernier bastion d'une armée nationale de nom, sans âme ni armes à Kinshasa, le 17 mai 1996, commençaient à rappeler aux Congolais, déjà meurtris, quelques pratiques coloniales: la longue main basse sur les richesses du pays et les humiliations et brutalités quotidiennes.

Quant au fils, la pression internationale contre ses intentions de se maintenir au pouvoir caractérisées par la violence aveugle sur les populations civiles, le non-respect des accords de la saint Sylvestre de 2016 sous l'égide de l'Eglise catholique, le manque de tenue des élections dans ce pays pendant deux ans, l'ont poussé à brandir la carte patriotique. Mais, là aussi, il faut signaler que la promulgation du nouveau code minier par le Président Kabila, le 9 mars 2018 contre l'avis des grandes puissances minières compliquait le tableau déjà complexe. Au cœur de la réforme: la hausse des taxes de 2 à 3,5% du chiffre d'affaires sur les minerais *«classiques»* (tels que le cuivre et l'or) et de 2 à 10% sur les minerais stratégiques. Et le cobalt y figure en bonne place. La RDC assure les deux tiers de la demande mondiale de ce minerai rare, indispensable pour la confection des téléphones et ordinateurs portables, des batteries de nouvelles générations des voitures électriques. Parmi les entreprises qui ont un besoin impératif de cobalt, Renault, Volkswagen, Volvo, Apple et Samsung. De sorte que son prix flambe: en un an, il a augmenté de plus de 127%, pour atteindre mi-février les 82 000 dollars (66 671 €) à la bourse des métaux de Londres (LME). La production congolaise de cobalt part à 80% en Chine où elle est raffinée.

Mais, la corde était-elle trop raide pour pouvoir manœuvrer pour le régime Kabila fils? En fait, il savait pertinemment que ces grandes puissances allaient négocier avec le pouvoir en place pour continuer l'exploitation. Il n'est pas étonnant que sa survie politique fût au cœur de ces négociations. Ce qui est sûr, derrière le bricolage électoral, il y a la main de ces grands. Par ailleurs, l'acte de financer ses propres élections est en soi louable. C'est le signe d'une maturité politique. Mais il n'était qu'un masque qui cachait la réalité, une fuite en avant du pouvoir en place pour rester maître du jeu avec la fameuse machine à voter. L'impopularité de ce régime surtout au cours du dernier quinquennat annonçait déjà les signes d'un bricolage électoral qui ne devrait pas étonner tout observateur de la vie politique de ce pays.

Soyons réalistes: cinq ans de plus au régime Kabila fils étaient insuffisants pour résoudre tous les problèmes structurels de ce pays. Mais au moins aurait-il pu, au vu de la position qui était la sienne de bien organiser les élections, montrer, cela était possible, qu'il entendait, à la fleur de l'âge, mettre le pays sur les bons rails. Mais pour cela il aurait fallu, selon le mot de Jean d'Ormesson, qu'il «quitte la politique pour entrer dans l'Histoire». Kabila fils semble avoir choisi la politique, alors même qu'une partie importante de son peuple l'attendait au carrefour de l'Histoire. Une belle occasion manquée… C'est là qu'est justement attendu le nouveau Président Félix Tshisekedi Tshilombo. Sera-t-il ce Président à poigne pour une telle révolution? C'est l'interpellation de la puissante CENCO dans sa dernière lettre: *«Libérez mon peuple».*

Saturnin Cloud BITEMO, SJ

Préparez votre rentrée scolaire 2019/2020
à Bas Prix!
790 Fcfa
Ardoise
Crayon
50 Fcfa
Compa
500 Fcfa
4000 Fcfa
Clef Usb
Règle incassable 30 cm
250 Fcfa
1 900 Fcfa
Trousse
100 Fcfa
Gomme
Stylo Reynolds
25 Fcfa
150 Fcfa
Taille Crayon
9900 Fcfa
Sac à dos
1750 Fcfa
Feutres de coloriage
Cahier Polypro
96 Pages 200 Fcfa
192 Pages 400 Fcfa
BUROTOP IRIS
www.burotopiris.com
BZV Tél : 06 669 60 60 PNR Tél : 05 605 60 56